

Conseil Municipal du 16 décembre 2019

- Note de synthèse -

Patrimoine et Administration

- 1 - Motion d'orientation stratégique sur la politique du logement à Nogent-sur-Oise.....4
- 2 - Création d'un nouveau groupe scolaire.....7

Fonctionnement des Assemblées

- 3 - Installation du Conseil Municipal des Jeunes.....9

Intercommunalité

- 4 - Rapport Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées de l'ACSO - Compétence voirie des communes de Montataire et Thiverny - ADOPTION.....10
- 5 - Rapport d'activités 2018 du SICGENC.....10
- 6 - Rapport d'activités 2018 du Syndicat d'Energie de l'Oise (SE60).....10
- 7 - Syndicat d'Energie de l'Oise (SE60) - Modifications statutaires.....10

Patrimoine et Administration

- 8 - Recensement de la population - vacations des agents recenseurs.....13
- 9 - Utilisation des salles communales - campagnes électorales 2020.....13
- 10 - Signature d'une convention avec l'État relative à la mise sous plis et l'envoi de la propagande électorale pour les élections municipales.....14
- 11 - Avis sur les dérogations à la règle du repos dominical des commerces de détail accordées par le Maire pour l'année 2020.....17
- 12 - Convention de servitude définissant les droits de servitude consentis à la Société ENEDIS (anciennement ERDF).....17
- 13 - Transaction dans le cadre d'un sinistre survenu Quai d'Amont - Monsieur BERNARDIN.....18
- 14 - Autorisation d'intervention de l'Etablissement Public Foncier local du département de l'Oise (EPFLO) en vue de l'acquisition et du portage de parcelles situées au lieu-dit « Le Bois Fourchet » pour le compte de la communauté de communes du Liancourtois la Vallée Dorée – opération de restructuration du centre-ville de Monchy-Saint-Eloi et projet intercommunal de création d'un centre de formation hôtelière.....18
- 15 - Adhésion à la Fédération des Boutiques à l'essai pour 2020.....20
- 16 - Programme d'action foncière - Rétrocession de l'emprise « LE MIRANDA », 95 rue du Général de Gaulle - Parcelles BE n°30 et 94 - Vente à paiement différé.....21
- 17 - Acquisition - Fonds de Commerce 30 avenue du 8 mai 1945 - SARL B&SF 22
- 18 - Acquisition - 28 rue Marcellin Berthelot - SCI FABELLE.....23
- 19 - Implantation d'un centre de secours - Validation du site proposé.....24

20 - Implantation d'un centre de secours - Dossier de demande de déclaration d'Utilité Publique.....	25
21 - Tarifs 2020.....	26
Finances	
22 - Admissions en non valeur 2019.....	29
23 - Créances éteintes 2019.....	32
24 - Budget primitif 2020 - budget principal.....	34
25 - Budget annexe centre de santé municipal - Création et adoption.....	36
26 - Fiscalité 2020.....	37
27 - Autorisations de programmes – Crédits de paiements.....	37
28 - Délégation du Conseil municipal au Maire – Décisions de recourir à l'emprunt.....	39
29 - Acompte sur participation SICGENC 2020.....	45
30 - Subventions 2020 - conventions avec les associations.....	45
31 - Tarifs du Centre Municipal de Santé.....	46
32 - Conventions 2020 avec les Collèges Herriot et Berthelot pour le versement de la subvention concernant le fonctionnement des deux réseaux d'éducation prioritaires.....	50
33 - Marché hebdomadaire - règlement du manque à gagner du délégataire.....	50
Commande Publique	
34 - Délégation de service public sous forme de concession de services pour le financement, la conception, la construction, l'entretien-maintenance et l'exploitation d'un crématorium - Approbation du choix du délégataire.....	52
Relations Sociales	
35 - Modification du tableau des effectifs.....	53
36 - Modification du tableau des logements de fonction.....	54
37 - Création d'une astreinte "salles".....	55
38 - Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).....	55
39 - Rémunération de médecins vacataires.....	62
40 - Participation de l'employeur à l'acquisition de titres restaurant.....	62
Petite Enfance	
41 - Avenants - Convention d'objectifs et de financement CAF « Prestation de service unique ».....	63
42 - Avenant à la Convention Mutualité Sociale Agricole « Prestation de service unique ».....	63
Scolaire et Périscolaire	
43 - Dotations scolaires 2020.....	64
44 - Subventions aux coopératives et associations scolaires - Année 2020.....	64
45 - Indemnité représentative de logement des instituteurs - Exercice 2019.....	65
46 - Nouvelles dispositions concernant le paiement des classes de découvertes.....	66
47 - Modifications à apporter aux règlements intérieurs des accueils périscolaires.....	66
Jeunesse et Jeunes Adultes	
48 - Tarifs Séjour ski 2020.....	69
Technique et Projets Urbains	
49 - Opération de Revitalisation des Territoires avenant à la convention Action Coeur de Ville.....	71
50 - Convention d'urgence pour la copropriété La Commanderie avec CDC Habitat.....	76

51 - Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique dans les bâtiments communaux.....80

Action Sociale

52 - Renouvellement de la convention relative à la mutualisation des moyens financiers entre l'OPAC de l'Oise, ses locataires et la ville de Nogent-sur-Oise pour renforcer la sécurité aux moyens des sociétés de gardiennage privé81

PATRIMOINE ET ADMINISTRATION

1 - Motion d'orientation stratégique sur la politique du logement à Nogent-sur-Oise

Il est demandé au Conseil Municipal :

Considérant l'accès au logement comme un droit fondamental qui nécessite de répondre aux demandes légitimes de nos concitoyens dans leurs parcours résidentiels ;

Considérant que l'offre de logements est d'abord et avant tout l'affaire des opérateurs publics et privés œuvrant sur le territoire ;

Considérant que le rôle de la municipalité en ce domaine est de veiller à une bonne répartition de l'offre de logements sur l'ensemble du territoire communal et d'assurer l'équilibre nécessaire à une bonne mixité sociale et territoriale, notamment au moyen du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant le respect des objectifs contenus dans le Programme Local de l'Habitat géré par l'Agglomération Creil Sud Oise, qui prévoit la réalisation de 400 logements par an de 2012 à 2020 ;

Considérant la finalisation des deux projets de rénovation urbaine du quartier des Rochers et du secteur Obier Granges ;

Considérant l'arrivée confirmée de la liaison Picardie-Creil-Roissy et le projet d'aménagement Gare Cœur d'Agglo qui générera des mutations dans le secteur Pont Royal-Carnot ;

Considérant la nécessité de traiter les friches industrielles et artisanales abandonnées et d'assurer leur dépollution et leur reconversion en faveur des générations futures ;

La ville de Nogent-sur-Oise a mis en œuvre depuis plusieurs années une politique active de démolitions, rénovations et constructions de nouveaux logements. Le bilan de cette orientation est considérable et a changé le visage de notre ville. Entre 2012 et 2018, plus de 1000 logements ont été rénovés par les différents bailleurs. 1210 nouveaux logements ont été construits dont 166 de type individuel. (Chiffres 2018 - Observatoire du PLH-Source SITADEL). L'ensemble du territoire communal a été concerné par les différents programmes, afin d'estomper la césure entre habitat individuel et habitat vertical collectif trop concentré dans certains secteurs. Nous avons ainsi corrigé l'urbanisme débridé des années 60/70, générateur de dysfonctionnements majeurs dans certains quartiers.

Aujourd'hui, force est de constater que la Ville de Nogent-sur-Oise a fait sa part – une large part – et aura contribué de manière significative au P.L.H de l'agglomération creilloise. Notre collectivité a fait le travail en matière de logements, et notamment de logements sociaux. Elle a répondu au mieux aux attentes des demandeurs de logements. Une nouvelle étape est maintenant nécessaire. C'est pourquoi nous vous proposons, dans le cadre de cette motion d'orientation, d'utiliser à plein régime et de renforcer nos outils de maîtrise de l'urbanisation de notre ville :

- 1 – par la révision adoptée du Plan Local d'Urbanisme, qui a fait l'objet d'un vote lors du conseil municipal du 10 octobre 2019. Ce Plan Local d'Urbanisme révisé prévoit que : « ... tout programme de logements comportant une surface de plancher à usage d'habitation supérieure à 1 000 m² devra comporter au minimum 25% de logements en accession à la propriété De plus, dans le cadre de lotissements ou d'opérations groupées de plus d'un

hectare, au minimum 15 % de la superficie de l'opération devront être aménagés en espaces collectifs de loisirs et plantés... ».

- 2 – en luttant contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil grâce à la mise en œuvre des dispositifs légaux issus de la loi ALUR : le permis de louer qui donne la possibilité aux communes d'identifier les logements indécents en location et de vérifier l'évolution de leur état par des contrôles sanitaires et permet de contraindre les propriétaires bailleurs à effectuer une déclaration de mise en location ou à demander une autorisation préalable afin de pouvoir louer leur logement (location vide ou meublée, hors locations touristiques). De même, dans la même finalité, tout propriétaire d'une maison ou d'un immeuble souhaitant diviser son bien pour créer un ou des logements supplémentaires, devra disposer d'un permis de diviser.
- 3 - en adoptant un moratoire sur la construction de logements collectifs dans certains secteurs de notre ville pour la prochaine décennie. La construction de maisons individuelles et d'équipements communaux d'intérêt général (école et services adossés) ne seront pas concernés par ce moratoire. Une carte territoriale détaillée jointe à la présente motion précise les secteurs concernés par ce moratoire, ainsi que les secteurs en mutation, les secteurs à réinterroger et le secteur agricole. Dans les secteurs où s'applique le moratoire, les projets non aboutis seront annulés et la Ville interviendra pour maîtriser le foncier privé et engager de nouveaux investissements de renaturation, en installant des espaces verts, des squares ou encore des jeux.

Les élu(e)s qui se prononcent ce jour, en faveur de cette motion, s'engagent à faire vivre ces orientations stratégiques dans le cadre de leur fonction d'élus municipaux, actuels et à venir.



Secteur
Agricole



Secteur
en mutation



Secteur
sous moratoire



Secteur
à réinterroger



2 - Création d'un nouveau groupe scolaire

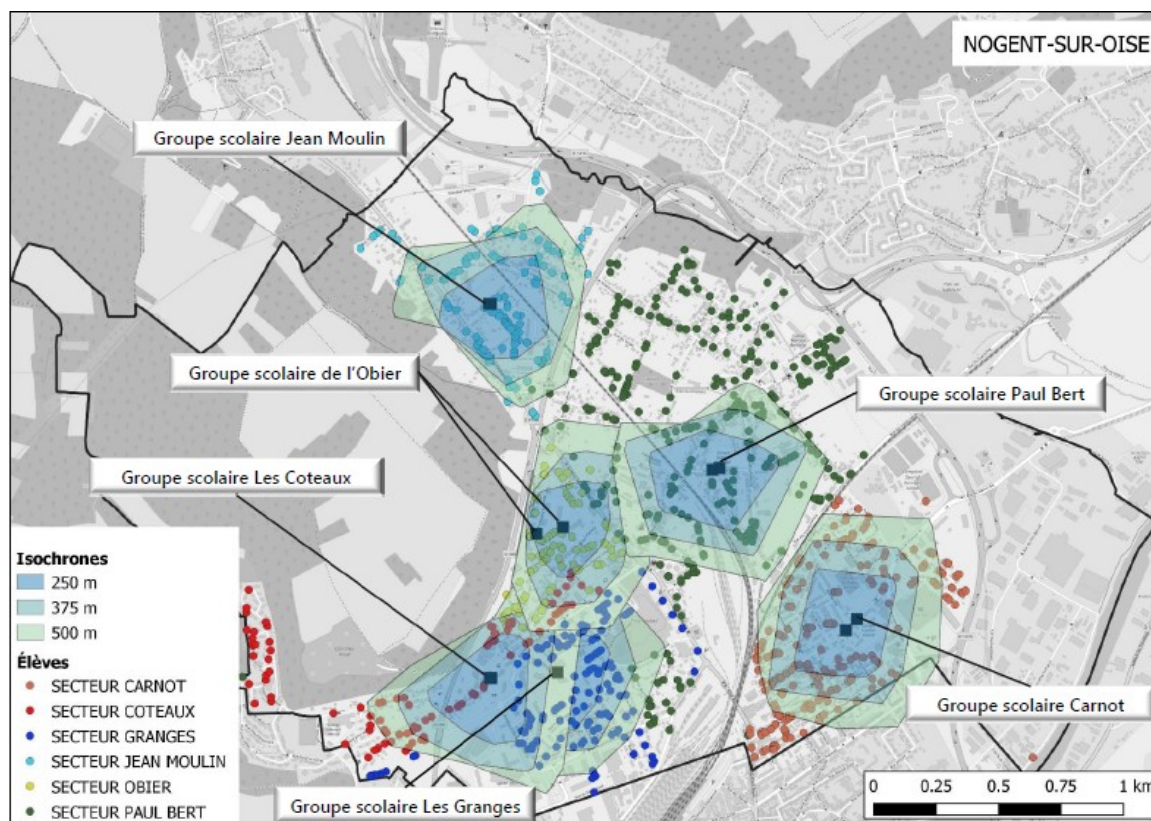
La Commune de Nogent-sur-Oise compte actuellement 6 groupes scolaires comptabilisant 46 classes de maternelles et 85 classes d'élémentaires. Face à l'accroissement des effectifs scolaires régulièrement constaté d'année en année, il est apparu nécessaire d'envisager soit des extensions soit une construction de groupe scolaire.

En 2017, une étude démographique scolaire a été lancée pour déterminer les effectifs scolaire à l'horizon 2025 et les estimer au-delà de cette date, ceci afin de lancer l'étude de programmation d'un nouveau groupe scolaire.

La première partie de cette étude a permis d'anticiper les actions nécessaires pour assurer des rentrées scolaires dans de bonnes conditions d'accueil des enfants : construction des classes supplémentaires à l'école Paul Bert, travaux de constructions de salles de classes à Jean Moulin, Obier, installation de modulaires à Madeleine Brès, à Carnot, réaménagement interne des locaux en salles de classes à Charpak et aux coteaux.

Cette étude a fait l'objet d'une réactualisation en 2019. Ses conclusions ont été rendues le 15 octobre dernier et ont permis de déterminer la zone d'implantation du nouveau groupe scolaire à construire, et de dimensionner celui-ci afin de répondre aux besoins de la collectivité pour les 20 ans à venir.

Les besoins pour les années à venir ont ainsi été quantifiés à 13 classes supplémentaires (en plus des aménagements déjà réalisés), répartis en 5 classes de maternelle et 8 classes d'élémentaires. Les besoins en terme de localisation ont été identifiés dans les zones situées à plus de 500 mètres à pied d'un groupe scolaire. Il s'agit majoritairement du secteur Vachette, Place de la République.



Il est demandé au Conseil Municipal :

D'acter le principe de construction d'un nouveau groupe scolaire dimensionné à 13 classes (5 maternelles et 8 élémentaires) à Nogent-sur-Oise pour faire face à l'évolution actuelle et attendue des effectifs scolaires dans les années à venir,
De localiser ce nouveau groupe scolaire dans le secteur Vachette – Place de la République, en fonction des besoins recensés,
D'approuver le lancement d'une procédure de conception-réalisation, prévue par l'article L 2171-2 du code de la commande publique, pour la construction de ce nouveau groupe scolaire, procédure permettant de réduire les délais et d'ouvrir cet établissement à l'horizon de la rentrée 2022.
D'autoriser Monsieur le Maire à lancer cette procédure et de signer les documents afférant à ce dossier.

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES

3 - Installation du Conseil Municipal des Jeunes

L'article L 2143-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune.

Ainsi, le conseil municipal a approuvé, par délibération en date du 11 juillet 2016, la création d'un Conseil Municipal des Jeunes.

Dans le cadre du renouvellement des représentants du Conseil Municipal des Jeunes, des élections ont été organisées le 15 novembre 2019, auprès des élèves de CM1, CM2, 6^e, 5^e, 4^e des établissements scolaires de Nogent-sur-Oise.

32 représentants ont été élus et 16 élèves deviennent suppléants.

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'approuver la composition du Conseil Municipal des Jeunes.

Suite aux élections qui se sont déroulées le 15 novembre 2019, à l'Hôtel de Ville pour les écoles primaires et dans les établissements des collèges :

- les 32 représentants élus sont : Assia ABDELLI, Fatima AISSAOUI SOUTI, Aïcha AZARKANE, Noam AJILI, Youssef BAKOURI, Imane BENBOUZID, Sihem BINTI, Salou CISSE, Rémy COUESME, Maëlys DA VEIGA, Mayssa DELONGE, Chloé DENHEZ, Abou Bakar DIAKHITE, Jayden DOGBEVI, Sarah ELKHAROUNI, Aymen EL MOUDENE, Coumba GADIO, David ISSA, Amir JAMAL, Noé JOAQUIM COCU, Adam KADOURI, Titouan LEGRAND, Bénédicte MANZALA, Khadija MOUCHIH, Elias MOUFFOK, Heyna MOUFFOK, Hawa NIAKATE, Mohamed OUCHRA, Bilal SAHIN, Moussa SOW, Dimitri STIRBU, Havine TURGUT.

- les 16 suppléants sont : Soraya KALDA, Tamani DAHIM, Wagui DRAME, Esra CANSU, Djena BOUFADINE, Benoît LETEXIER, Nayeli OULIA, Ilaf GAHRI, Shaïne OUAHMED, Clémence REFFET, Daniel BATOCANIN, Ethan MEYER, Nayssa MOUSSA DICKA, Rrahima ABDOUL, Anuoluwapo OLUNSEGUN, Hiba BEN MOUSSA

La durée de leur mandat est de 2 ans.

INTERCOMMUNALITÉ

4 - Rapport Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées de l'ACSO - Compétence voirie des communes de Montataire et Thiverny - ADOPTION

Au vu du Code général des Collectivités Territoriales et de l'avis favorable de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées en date du 22 novembre 2019

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées en date du 22 novembre 2019, relatif à la compétence voirie des communes de Montataire et Thiverny, joint à la présente délibération et de notifier cette décision à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise

5 - Rapport d'activités 2018 du SICGENC

En application de l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Syndicat Intercommunal pour la Construction et la Gestion d'un Centre Nautique Couvert (SICGENC) a transmis son rapport d'activités 2018 à la ville de Nogent-sur-Oise.

Il est demandé au Conseil Municipal :

De prendre acte du rapport d'activités 2018 du Syndicat Intercommunal pour la Construction et la Gestion d'un Centre Nautique Couvert (SICGENC).

6 - Rapport d'activités 2018 du Syndicat d'Energie de l'Oise (SE60)

En application de l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Syndicat Intercommunal SE 60 a transmis son rapport d'activité 2018 à la ville de Nogent-sur-Oise.

Il est demandé au Conseil Municipal :

De prendre acte du rapport d'activités 2018 du Syndicat d'Energie de l'Oise (SE60).

7 - Syndicat d'Energie de l'Oise (SE60) - Modifications statutaires

Par délibération en date du 23 octobre 2019, le Comité Syndical du Syndicat d'Energie de l'Oise a approuvé des modifications statutaires visant à améliorer l'organisation territoriale du syndicat avec une offre de services fiabilisée et élargie en direction des communautés de communes / agglomération et communes adhérentes.

Ces modifications portent principalement sur :

- Mise en conformité réglementaire de la compétence mise en souterrain.

Constat a été dressé par la Préfecture et Enedis que la compétence « électrification » est insécable et ne peut être morcelée selon le type de travaux (extension, renforcement ou enfouissement du réseau électrique).

Les statuts du SE60 doivent donc être modifiés en prévoyant uniquement la maîtrise d'ouvrage du SE60 pour les travaux d'investissements sur le réseau public de distribution d'électricité ou Enedis dans son périmètre d'intervention.

La compétence « électrification » n'emporte pas transfert de la compétence réseaux d'éclairage public et téléphonique sur poteau.

Les collectivités qui souhaitent garder la maîtrise d'ouvrage de l'enfouissement du réseau électrique/EP/RT peuvent le faire par convention de co-maîtrise d'ouvrage.

- Mise en conformité réglementaire de la compétence maîtrise de la demande en énergie.

La Préfecture de l'Oise a constaté un chevauchement de compétence avec la Communauté de Communes de l'Oise Picarde.

Par application du principe de représentation-substitution, la communauté de communes de l'Oise Picarde se substitue d'office à ses communes membres au titre de la compétence « Maîtrise de la Demande en Energie » et les représente au sein du Syndicat.

- Possibilité d'adhésion au SE60 des communautés de communes / agglomération, totalement ou partiellement incluses dans le périmètre du SE60.

Cette adhésion implique le transfert d'au moins une compétence, sur tout ou partie de leur territoire, parmi les seules compétences optionnelles du SE60.

Cette modification a pour conséquence l'ajout d'un collège de représentants des EPCI (un représentant quel que soit le nombre d'habitants) à côté de celui des communes.

- Refonte du découpage des Secteurs Locaux d'Energie suite à la disparition des cantons.

Les SLE, regroupant les communes de moins de 15 000 habitants, seront constitués sur la base des bassins de coopération => de 27 à 11 Secteurs Locaux d'Énergie.

Maintien des SLE « villes » pour les communes de plus de 15 000 habitants => de 13 à 5 SLE.

Au total, la modification induira une diminution du nombre de SLE de 40 à 16.

- Resserrement du nombre de délégués au comité pour une gouvernance plus agile.

Il est proposé une modulation des barèmes visant à diminuer le nombre de délégués tout en maintenant les proportions urbain-rural et communes majoritaires/EPCI tout en assurant la représentativité des communes de moins de 1 000 habitants (2 représentants par SLE).

Le nombre de délégués des communes sera ainsi réduit de 211 à 121, auxquels s'ajouteront les 19 délégués EPCI.

Pour la Ville de Nogent-sur-Oise impliquera la diminution du nombre de ses délégués de 4 à 2.

Il est à noter que les évolutions relatives à la gouvernance ne seront applicables qu'à compter des prochaines élections municipales.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modifications statutaires envisagées par le Syndicat d'Energie de l'Oise (SE 60) et portant sur les points suivants :

- Mise en conformité réglementaire de la compétence mise en souterrain.

- Mise en conformité réglementaire de la compétence maîtrise de la demande en énergie.
 - Possibilité d'adhésion au SE60 des communautés de communes / agglomération, totalement ou partiellement incluses dans le périmètre du SE60.
 - Refonte du découpage des Secteurs Locaux d'Energie suite à la disparition des cantons.
 - Resserrement du nombre de délégués au comité pour une gouvernance plus agile.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents se rapportant à cette délibération.

PATRIMOINE ET ADMINISTRATION

8 - Recensement de la population - vacations des agents recenseurs

Par délibérations en date du 11 juillet 2016 et du 29 mars 2018, le Conseil Municipal a approuvé des modalités de fonctionnement (organisation et rémunération) relatives au recensement de la population.

Il convient d'apporter des modifications dans ces modalités.

En premier lieu, le nombre d'agents affectés à cette mission variera entre 4 et 6 agents, selon les disponibilités des agents recenseurs qui auront postulé.

En second lieu, il est proposé de modifier la grille de rémunération forfaitaire conformément au tableau suivant :

Forfait	300 € par tranche de 180 logements à collecter
Bulletins Individuel Papier ou internet	0.9 €
Feuille de Logement Papier ou internet	0.60 €

La partie forfaitaire de la rémunération ne sera versée qu'à la condition que 50 % des adresses à recenser soient effectivement enquêtées.

La rémunération liée au résultat et les autres modalités validées par la délibération du 28 mars 2018 restent inchangées.

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'approuver les modifications des modalités d'organisation et de rémunération des agents recenseurs à partir de la campagne de recensement de 2020.

9 - Utilisation des salles communales - campagnes électorales 2020

La mise à disposition, par les communes, de locaux leur appartenant au bénéfice de partis politiques, est régie par l'article L.2144-3 du code général des collectivités territoriales.

L'utilisation par des partis politiques des salles municipales est en principe payante.

Toutefois, il semble opportun, durant le temps de la campagne des élections municipales de 2020, d'apporter une exception de gratuité à ce principe au bénéfice de tous les candidats déclarés ou de leurs représentants.

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'approuver la mise en place de la gratuité pour l'utilisation des salles du bas du Château des Rochers, du Marché Couvert, Marcel Zanetti, Bodrelot, Charpentier, ainsi que celle du Moustier en fonction des disponibilités, par les partis politiques durant toute la durée de la campagne des élections municipales de 2020.

Il est rappelé que ces utilisations devront s'inscrire dans le respect du règlement d'utilisation de ces salles et que cette utilisation ne sera possible que jusqu'à 23 heures pour les salles du Château des Rochers, Charpentier, Bodrelot et du Moustier, et 22 heures pour la salle Marcel Zanetti.

10 - Signature d'une convention avec l'État relative à la mise sous pli et l'envoi de la propagande électorale pour les élections municipales

Dans le cadre des élections municipales des 15 et 22 mars 2020, l'État souhaite confier à la Ville l'organisation matérielle de la mise sous pli et l'envoi de la propagande adressée aux électeurs.

Les services de la Préfecture ont fait parvenir un projet de convention précisant les conditions de la réalisation de cette prestation.

Les dépenses matérielles et de rémunération seront prises en charge par l'État.

Le remboursement est effectué sur la base des dépenses réellement engagées sans pouvoir excéder, par tour de scrutin, 0,30 € par électeur jusqu'à 6 listes en présence, et 0,04 € par électeur en cas de liste supplémentaire.

Les frais d'envoi seront intégralement pris en charge par l'État.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le projet de convention relatif à la mise sous pli et l'envoi de la propagande électorale pour les élections municipales,
- D'autoriser le Maire à signer cette convention.

ÉLECTIONS MUNICIPALES GÉNÉRALES DE MARS 2020
CONVENTION POUR L'ORGANISATION DE LA MISE SOUS PLI ET DE L'ENVOI
DE LA PROPAGANDE ÉLECTORALE

COMMUNE DE

Entre les soussignés,

- l'État, représenté par le Préfet de l'Oise,

- et la commune de _____, représentée par le (la) Maire, agissant en qualité d'agent de l'État ;

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre des dispositions des articles R. 34 et R. 38 du Code Électoral, les modalités de mise sous pli et d'envoi de la propagande électorale à l'occasion du renouvellement général des conseillers municipaux de mars 2020.

Elle fixe les obligations réciproques de chacune des parties et détermine les conditions matérielles et financières liées aux opérations de mise sous pli des documents électoraux.

Ces opérations sont effectuées sous le contrôle de la commission de propagande instituée par le Préfet de l'Oise en application de l'article R. 31 du Code Électoral.

Article 2 : Missions de la commune

L'État confie à la commune de _____ les opérations de mise sous pli et d'envoi de la propagande des candidats qui devra être adressée aux électeurs de la commune.

La commune effectuera ainsi, dans les délais fixés par l'article R. 34 le Code Électoral, pour le premier comme pour l'éventuel second tour de scrutin :

- le libellé des enveloppes ;
- la mise sous pli de la propagande électorale, soit une circulaire et un bulletin de vote pour chaque liste candidate, validés par la commission de propagande, destinée à chacun des électeurs de la commune ;
- la préparation des lots de bulletins de vote destinés à chacun des bureaux de vote de la commune, en nombre au moins égal au nombre des électeurs inscrits.

En vue de la réalisation de ces travaux, la préfecture de l'Oise fournira à la commune le nombre suffisant d'enveloppes de propagande.

Article 3 : Dépôt des documents de propagande par les candidats

Les circulaires (professions de foi) et les bulletins de vote destinés à destination des électeurs et des différents bureaux de vote seront remis par les candidats.

Les dates et heures limites de dépôt des circulaires (professions de foi) et bulletins de vote par les listes candidates auprès du siège de la commission de propagande pour chaque tour de scrutin seront fixés par l'arrêté préfectoral instituant la commission dans la commune.

Article 4 : Modalités de mise en œuvre des opérations

Pour mener à bien les missions mentionnées à l'article 2 de la présente convention, la commune a la possibilité de réaliser celles-ci :

- ou en régie, en recourant à ses propres agents ou à des personnels recrutés en dehors de l'administration, et prendra alors en charge leur recrutement, leur rémunération et les déclarations et paiements des charges salariales et patronales afférentes ;
- ou en ayant recours aux services d'un professionnel du routage auquel elle déléguera tout ou partie des missions, après mise en concurrence dans le respect des dispositions du Code des Marchés Publics.

Article 5 : Dispositions financières

Les coûts afférents aux opérations de mise sous pli et d'envoi de la propagande électorale sont à la charge de l'État.

Une dotation financière unique est ainsi versée à la commune destinée à couvrir l'ensemble des dépenses liées à la mise sous pli, qu'elles aient été réalisées en régie ou par le recours à un prestataire extérieur.

A – Modalités de calcul de la dotation :

Le montant de la dotation allouée à la commune pour les opérations de mise sous pli et d'envoi de la propagande électorale est calculé par le représentant de l'État en fonction :

- du nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales de la commune à la date de clôture des inscriptions pour les élections municipales de 2020 ;
- du nombre de listes de candidats ayant déposé une propagande ;
- du nombre de tours de scrutin.

Le montant de la prise en charge par l'État des opérations de mise sous pli de la propagande est fixé forfaitairement de la façon suivante (pour chaque tour) :

- 0.30 € par électeur jusqu'à 6 listes candidates ;
- 0.04 € par électeur pour chaque liste complémentaire.

B – Modalités de prise en charge par l'État

À l'issue de l'ensemble des opérations, le versement de la dotation financière à la commune sera effectué après transmission des justificatifs suivants à la préfecture :

- si la prestation a été réalisée en régie, un état nominatif daté et signé par le (la) maire de la commune précisant les rémunérations versées et le coût total de l'opération ;
- si la prestation a été réalisée par un professionnel du routage, la facture acquittée.

Après réception des justificatifs et validation par la préfecture, la somme correspondante, dans la limite de la dotation telle que déterminée par les dispositions du présent article, fait l'objet d'un remboursement à la commune.

BEAUVAIS, le

Le (la) Maire

Le Préfet

11 - Avis sur les dérogations à la règle du repos dominical des commerces de détail accordées par le Maire pour l'année 2020

Des commerces de détail implantés sur le territoire de la commune de Nogent-sur-Oise ont exprimé leur souhait de pouvoir ouvrir certains dimanches pour l'année 2020.

En application de l'article L.3132-26 du Code du travail, dans les commerces de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, celui-ci peut être supprimé par décision du Maire prise après avis du conseil municipal, dans la limite de 12 dimanches par année civile.

Dans le cadre de la procédure, la liste des dimanches concernés doit être arrêtée avant le 31 décembre de l'année n-1.

Cette liste a fait l'objet d'une information auprès des organisations d'employeurs et de salariés (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C.) par courrier et a été adressée à l'ACSO comme l'exige la procédure qui nécessite de solliciter l'avis de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre dès lors que le nombre de dimanches concernés excède 5, tel étant le cas en l'espèce.

Le conseil communautaire de l'ACSO a émis un avis favorable au cours de sa séance en date du 12 décembre 2019.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'émettre un avis favorable aux dérogations à la règle du repos dominical accordées par le Maire aux dates suivantes :

12 janvier 2020
28 juin 2020
30 août 2020
29 novembre 2020
6 décembre 2020
13 décembre 2020
20 décembre 2020
27 décembre 2020

12 - Convention de servitude définissant les droits de servitude consentis à la Société ENEDIS (anciennement ERDF)

La Ville de Nogent-sur-Oise, en qualité de propriétaire met à la disposition de la société ENEDIS (anciennement ERDF), des parcelles situées au lieudit « Le clos des Granges » à Nogent-sur-Oise.

A ce titre, deux conventions de servitudes ont été établies, définissant les droits de servitudes consentis à la Société ENEDIS (anciennement ERDF) décrites ci-dessous :

- la première concernant une canalisation souterraine d'électricité sur les parcelles cadastrées BN 968, 969, 971,
- la seconde concernant un poste de transformation d'électricité sur la parcelle cadastrée BN 971.

Celles-ci devant être publiées au Service de la Publication Foncière, il est nécessaire d'établir un acte notarié aux frais exclusifs de la société ENEDIS.

La société versera à titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant des travaux, une indemnité de 15 €.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la signature des conventions de servitudes au bénéfice de la société ENEDIS (anciennement ERDF) sur les parcelles cadastrées BN 968, 969 et 971 sis au lieudit « Le clos des Granges » à Nogent-sur-Oise,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

13 - Transaction dans le cadre d'un sinistre survenu Quai d'Amont - Monsieur BERNARDIN

Le 19/02/2019, Monsieur Pascal BERNARDIN a eu un accident avec son véhicule circulant sur le quai d'Amont lié à la présence d'un nid-de-poule d'une taille importante. La survenance de ce sinistre a eu un impact financier pour la victime. Le traitement du dossier par les assurances suit son cours mais pour le moment l'assurance de la Ville a refusé une première fois la prise en charge des frais à défaut d'éléments suffisants à l'appui du recours. La voirie à cet endroit est particulièrement empruntée par les poids-lourds ce qui nuit à sa bonne conservation et précipite sa dégradation. Des interventions importantes ont néanmoins été réalisées par les Services Techniques il y a quelques mois afin d'assurer la sécurité des automobilistes et la commodité du passage.

Compte tenu du caractère exceptionnel de ce dossier et du fait que la responsabilité de la Ville est pleinement engagée au vu des circonstances (défaut d'entretien normal de la voirie, aucun élément imputable à la victime permettant d'atténuer la responsabilité de la Ville, lien de causalité avéré) la conclusion d'un protocole transactionnel a été envisagée.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la passation d'un protocole transactionnel dans le cadre de l'accident de voiture survenu le 19/02/2019 dont a été victime Monsieur Pascal BERNARDIN au niveau du Quai d'Amont.
Par ce protocole transactionnel, la Ville reconnaît sa responsabilité dans la survenance du sinistre tel que décrit et Monsieur Pascal BERNARDIN renonce à tout recours ultérieur à ce sujet à l'encontre de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ledit protocole transactionnel permettant la résolution amiable de ce sinistre.
- D'allouer par conséquent à Monsieur Joël JULIEN la somme totale de 250 €, correspondant au montant de la franchise de son assurance.

14 - Autorisation d'intervention de l'Etablissement Public Foncier local du département de l'Oise (EPFLO) en vue de l'acquisition et du portage de parcelles situées au lieu-dit « Le Bois Fourchet » pour le compte de la communauté de communes du Liancourtois la Vallée Dorée – opération

de restructuration du centre-ville de Monchy-Saint-Eloi et projet intercommunal de création d'un centre de formation hôtelière

La communauté de communes du Liancourtois la Vallée Dorée (CCLVD) ainsi que la commune de Monchy-Saint-Eloi étudient de longue date l'opportunité de mutation d'une unité foncière dite « Le Château » appartenant à la SCI des Centres de Formation Transport-Logistique située sur les communes de Monchy-Saint-Eloi, Nogent-sur-Oise et Laigneville.

En effet, cette emprise foncière, de plus de 31 hectares, est partiellement incluse dans le périmètre du projet de restructuration du centre-ville de la commune de Monchy Saint-Eloi qui prévoit notamment la réalisation d'une opération globale comportant des logements de forme dense (petit collectif) en locatif et accession mais également une zone d'accueil et d'hébergement touristique.

De plus, ce patrimoine immobilier présente un intérêt pour la communauté de communes du Liancourtois la Vallée Dorée qui a affirmé dans son projet de territoire le souhait de développer dans le château un centre de formation hôtelière.

Ainsi, la communauté de communes du Liancourtois la Vallée Dorée sollicite l'intervention de l'EPFLO pour son compte en vue de l'acquisition de cette unité foncière par l'exercice du droit de préemption ou par voie amiable pour les parcelles qui ne seraient pas soumises au dit droit de préemption.

Le projet porté par la CCLVD présente un intérêt certain pour l'ensemble du territoire du Grand Creillois couvert par le Schéma de Cohérence Territoriale porté par le Syndicat Mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoise.

En effet, le projet d'aménagement et de développement durables du SCOT affirme que « la mutation des économies occidentales avec le déclin du secteur industriel pour cause de délocalisation des unités de production vers les pays à bas coûts implique que l'émergence d'un nouveau tissu diversifié de petites et moyennes entreprises passe par des politiques tournées vers l'innovation, la formation et la qualification des habitants ».

La commune de Nogent-sur-Oise souhaite soutenir la réalisation de ce projet de territoire important pour le bassin de vie et l'image de l'agglomération.

Dans ce contexte, les communes de Monchy Saint-Eloi, Laigneville et Nogent-sur-Oise ont reçu des déclarations d'intention d'aliéner, chacune pour leurs territoires respectifs, informant de la mise en vente de tout ou partie des parcelles et bâtiments appartenant à la SCI DES CENTRES DE FORMATION TRANSPORT-LOGISTIQUE, pour environ 27 hectares.

Pour Nogent-sur-Oise, cette DIA a été réceptionnée en mairie a été reçue le 21 octobre 2019 et enregistrée sous le numéro 19-201. Celle-ci porte sur un peu plus d'un hectare de la partie de la propriété de la SCI située sur le territoire de la Commune.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local du Département de l'Oise (EPFLO) en vue d'assurer l'acquisition et le portage de l'emprise foncière suivante :

Section	Numéro	Lieudit/Adresse	Contenance cadastrale
AD	101	BOIS FOURCHET	798 m ²
AD	102	BOIS FOURCHET	5957 m ²
AD	103	BOIS FOURCHET	506 m ²
AD	112	BOIS FOURCHET	236 m ²
AD	Sans n°	BOIS FOURCHET	209 m ²
AD	Sans n°	BOIS FOURCHET	632 m ²
AD	104p	BOIS FOURCHET	689 m ²
AD	111p	BOIS FOURCHET	138 m ²
AD	206p	BOIS FOURCHET	2977 m ²

Soit une contenance totale de 11 301 m²

Etant précisé que la surface définitive de l'intervention ne sera connue que lorsque les documents d'arpentage ou de bornage auront été réalisés.

- d'autoriser Monsieur le Maire à déléguer à l'EPFLO représenté par son Directeur, l'exercice du droit de préemption urbain applicable aux parcelles concernées.

15 - Adhésion à la Fédération des Boutiques à l'essai pour 2020

Le concept « MA BOUTIQUE A L'ESSAI » est un projet partenarial entre les acteurs publics et privés autour du développement économique du territoire et notamment, la redynamisation du centre-ville.

L'objectif est le suivant :

« MA BOUTIQUE A L'ESSAI » permet à toute personne désireuse de créer un commerce de se confronter à la réalité du marché, au métier de commerçant et de tester son activité.

L'objectif étant de diversifier l'occupation des locaux commerciaux et d'attirer de nouveau la clientèle en centre-ville. Cette opération permet également de donner un signal fort en terme de communication sur le territoire.

Elle a également pour objectif de renforcer l'attractivité du centre-ville à travers le renouvellement d'enseignes et de produits et d'encourager l'initiative locale.

Le concept :

Le porteur de projet pourra tenter l'expérience durant 6 mois renouvelable 1 fois avant de s'installer durablement à l'emplacement qu'il occupe.

Pour ce faire, la Ville devra :

- Trouver un emplacement en centre-ville,
- Obtenir un loyer modéré négocié au préalable auprès du propriétaire,
- Créer son réseau de partenaires,
- S'assurer de la mise en conformité des locaux,
- Permettre au créateur de tester une idée, un concept, un marché et ses compétences commerciales ,
- Réduire le niveau des risques par un accompagnement renforcé du porteur de projet en amont (étude de faisabilité du projet – analyse marché / produit – réalisation du business plan) et, suivi en aval,
- Soutenir la recherche de financements,

- Et enfin, mettre en place le kit de communication (carte de visite, enseigne...) dans le cadre de l'adhésion à la Fédération ainsi que du kit agencement (conseils et travaux).

Aussi, l'adhésion à la Fédération des Boutiques à l'Essai permettra à la Ville de Nogent-sur-Oise d'obtenir les avantages suivants :

- La mise à disposition de la marque Ma Boutique à l'Essai,
- Un accompagnement sur la faisabilité du projet,
- Le pack de lancement Ma Boutique à l'Essai (méthodologie, logo, supports),
- Le suivi de mise en œuvre du projet,
- L'accompagnement sur l'ouverture,
- Le retour d'expériences d'autres collectivités,
- La mutualisation d'outils communs (site internet, plaquettes...)

Le montant de la cotisation pour un an s'élève à 4 000,00 € pour la première année, puis 1 500 € par année suivante.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- Approuver le concept « MA BOUTIQUE A L'ESSAI » et les actions citées ci-dessus à mener par la Ville de Nogent-sur-Oise.
- Approuver l'adhésion à la Fédération des boutiques à l'essai pour un montant de 4000,00 € pour 2020,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents se rapportant à cette délibération.

16 - Programme d'action foncière - Rétrocession de l'emprise « LE MIRANDA », 95 rue du Général de Gaulle - Parcelles BE n°30 et 94 - Vente à paiement différé

La Commune de Nogent-sur-Oise a sollicité l'Etablissement Public Foncier Local de l'Oise en vue de l'acquisition et du portage foncier de l'ensemble immobilier sis 95 Rue du Général de Gaulle (parcelles cadastrées BE n°30 et 94), correspondant à un ancien bar-tabac et ses dépendances.

Sur cette emprise, située à proximité immédiate de l'Hôtel de Ville, il était escompté la réalisation d'une opération de logements comportant la création de cellules commerciales en rez-de-chaussée.

Par acte notarié conclu le 03 septembre 2013, l'EPFLO est devenu propriétaire de ces parcelles moyennant le prix de 300 000,00 €, auquel s'ajoute la somme de 250 000 € pour cause de résiliation du bail commercial à la société « LE MIRANDA ».

Le périmètre de l'opération devait initialement être étendu aux parcelles limitrophes situées en cœur d'îlot, afin d'y développer une opération de type habitat individuel ou semi individuel en locatif aidé et en accession.

Suite à l'abandon de cette extension, la Commune de Nogent-sur-Oise a décidé de valoriser l'acquisition réalisée en maison médicale municipalisée, projetant l'installation dans ces locaux d'un groupement de médecins et d'infirmières.

Dans ce contexte, et conformément aux nouvelles conditions générales de portage validées par le Conseil d'Administration en sa séance du 28 novembre 2018, ce bien

pourrait être rétrocédé à la Commune de Nogent-sur-Oise via la conclusion d'une vente à paiement différé sur 20 ans.

Par ce dispositif, l'Etablissement rétrocède le bien acquis à la Commune à un prix de revient comprenant le prix initial d'acquisition (300 000 €), auquel s'ajoute l'ensemble des frais d'acte et de procédure (261 819,83 €), pour un montant hors taxe de 561 819,83 €.

Pour cette rétrocession, le montant de la TVA immobilière sur marge est arrêté à 51 239,22 €, soit un coût de rétrocession d'un montant toutes taxes comprises de 613 059,05 €.

A ces montants s'ajoutent les frais d'actualisation calculés au taux de 20 % sur la partie payable à terme (268 328,07 €), soit un montant de frais d'actualisation de 53 665,61 € HT. Le montant de la TVA sera payé la première année.

Aussi, il est appliqué pour ce dispositif les modalités de paiement suivantes :

- 1er paiement de 355 464,10 €, correspondant à un prix forfaitaire de 293 491,76 €, auquel s'ajoute le paiement de la TVA immobilière sur marge d'un montant de 51 239,22 € ainsi que le paiement de la TVA appliquée aux frais d'actualisation d'un montant de 10 733,12 €.
- Le paiement d'une annuité de 16 099,68 €, correspondant au solde du prix de revient lissé sur une période de 20 ans.

Il est rappelé qu'en application des articles L.2241-1, L.3213-2, L.4221-4, et R.2241-2, R.3213-1-1, R.4221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que d'un arrêté en date du 5 décembre 2016, l'avis du service des domaines est obligatoire. Celui-ci a été saisi par voie dématérialisée en date du 4 novembre 2019 afin d'évaluer la valeur vénale du bien. Par avis en date du 4 décembre 2019, le Directeur Départemental des Finances Publiques a répondu qu'il n'avait aucune observation à formuler sur le prix et les modalités de paiement envisagés.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modalités suivantes de rétrocession par l'Etablissement Public Foncier Local de l'Oise de l'ensemble immobilier situé 95 rue du Général de Gaulle sur les parcelles cadastrées BE 30 et 94 :

- 1^{er} paiement de 355 464,10 €, correspondant à un prix forfaitaire de 293 491,76 €, auquel s'ajoute le paiement de la TVA immobilière sur marge d'un montant de 51 239,22 € ainsi que le paiement de la TVA appliquée aux frais d'actualisation d'un montant de 10 733,12 €
- Le paiement d'une annuité de 16 099,68 €, correspondant au solde du prix de revient lissé sur une période de 20 ans.

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier et notamment le contrat de vente comportant un différé de paiement au profit de la Commune de Nogent-sur-Oise, ainsi que tout avenant éventuel au Programme d'Action Foncière s'y rapportant.

17 - Acquisition - Fonds de Commerce 30 avenue du 8 mai 1945 - SARL B&SF

Le propriétaire du local commercial situé à Nogent-sur-Oise sis 30 avenue du 8 mai 1945 a informé la Ville de son intention de céder son fonds de commerce.

La Ville a manifesté son intérêt d'acquérir ce fonds dans le cadre du projet municipal lié à la redynamisation du centre-ville et plus particulièrement le développement des commerces de proximité avec pour objectif de mettre en place un partenariat avec la Fédération des Boutiques à l'Essai.

Ce dispositif a pour but de permettre à toute personne désireuse de créer un commerce de proximité de se confronter à la réalité du marché, au métier de commerçant et de tester son activité. L'objectif étant de renforcer l'attractivité du centre-ville à travers le renouvellement des enseignes.

Il est rappelé qu'en application des articles L.1311-10 et R.1311-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que d'un arrêté en date du 5 décembre 2016, l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Oise n'est obligatoire que pour les acquisitions d'un montant supérieur ou égal à 180 000 €.

Ainsi, la Ville est libre d'apprécier le prix d'acquisition et a donc formulé une offre d'achat à 50 000 €, au vu des comptes d'exploitation des trois dernières années. Cette offre a été acceptée par la SARL B & SF, représentée par Madame SABRI Sylvie, dont le siège social est situé à Nogent-sur-Oise sis 30 avenue du 8 mai 1945. Il a été convenu que le matériel présent dans le commerce est conservé par la Ville à savoir :

- Un four rotatif GAZ chariot
- Une chambre froide 9 m³
- Une chambre fermentation Electrolux double
- Une chambre fermentation simple chariot
- Un tour pâtissier ventilé
- Une table armoire inox avec porte
- Une table inox pâtissier
- Lave main
- Une vitrine pâtisserie avec groupe a distance
- Une vitrine viennoiserie
- Armoire à boissons

Il est précisé que les frais d'établissement de l'acte de vente resteront à la charge de la Ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'acquisition du fonds de commerce situé à Nogent-sur-Oise sis 30 avenue du 8 mai 1945, appartenant à la SARL B & SF, gérée par Madame SABRI Sylvie, pour un montant de 50 000 €, dans le cadre du projet municipal lié à la redynamisation du centre-ville et plus particulièrement le développement des commerces de proximité avec pour objectif de mettre en place un partenariat avec la Fédération des Boutiques à l'Essai.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

18 - Acquisition - 28 rue Marcellin Berthelot - SCI FABELLE

La Ville de Nogent-sur-Oise a formulé des orientations d'aménagement sur le cœur d'îlot impasse Anatole France – Rue Marcellin Berthelot au travers des travaux

d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme. La Municipalité a émis le souhait d'un désenclavement de l'impasse Anatole France,

Ainsi, la Ville a l'opportunité d'acquérir un ensemble immobilier, situé à Nogent-sur-Oise sis 28 rue Marcellin Berthelot, appartenant à la SCI FABELLE, représentée par Monsieur et Madame DELBARRE, permettant à terme de mener à bien le projet de désenclavement. Cet ensemble immobilier sur lequel est édifié un bâtiment industriel désaffecté d'une surface d'environ 1 000 m² est situé sur les parcelles cadastrées AZ 38, 39, et 40 d'une superficie totale de 2 889 m².

Par avis en date du 18 novembre 2019, la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Oise a estimé le prix de l'ensemble immobilier à 390 000 € HT (déduction faite des coûts de démolition du bâti estimé à 60 000 €)

Compte tenu de l'intérêt général que présente cette acquisition pour la Ville en terme de restructuration du cœur d'îlot et des négociations engagées avec les vendeurs, il est proposé d'amender cette estimation de la manière suivante :

- diminuer l'estimation de 10 %, correspondant à la marge d'appréciation traditionnelle laissée aux communes
- de prendre en compte les coûts de dépollution du bâti existant estimés à 21 000 €

Par conséquent, il est convenu entre les parties de porter le prix d'achat à 330 000 € HT.

De plus, il est précisé que les frais d'établissement de l'acte de vente resteront à la charge de la Ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'acquisition de l'ensemble immobilier situé à Nogent-sur-Oise sis 28 rue Marcellin Berthelot, appartenant à la SCI FABELLE, représentée par Monsieur et Madame DELBARRE, pour un montant de 330 000 € HT, dans le cadre du projet de désenclavement de l'impasse Anatole France.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

19 - Implantation d'un centre de secours - Validation du site proposé

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Oise (SDIS 60) a fait part à la Ville de Nogent-sur-Oise de ses besoins en termes d'équipements. La caserne actuelle située allée du Maréchal Gérard est trop petite et ne permet pas toutes les activités d'entraînement souhaitées. De plus, il est souhaité construire un équipement permettant un rayonnement intercommunal.

Le SDIS 60 recherche un terrain d'une superficie minimale d'un hectare, afin d'y construire un nouveau centre de secours.

Par délibération en date du 3 avril 2017, le Conseil Municipal a validé un site de 14 327 m² situé en bordure de la RD 200, disposant de la potentialité d'un accès direct au rond point du Château des Rochers.

Ce site doit cependant être écarté en raison du coût excessif des travaux d'accès à réaliser.

Un autre site a donc été proposé et accepté par le SDIS 60. Celui-ci est d'une superficie globale de 11 337 m², situé en bordure de la RD 200 sur le lieudit « le clos des granges » et est composé des parcelles suivantes : BN 21, 237 et 548 à 562.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'annulation de la délibération n° 3-11 en date du 3 avril 2017,
- d'approuver la proposition d'un site pour l'implantation d'un nouveau centre de secours, d'une superficie globale de 11 337 m², situé en bordure de la RD 200 sur le lieudit « le clos des granges » et composé des parcelles suivantes : BN 21, 237 et 548 à 562.

20 - Implantation d'un centre de secours - Dossier de demande de déclaration d'Utilité Publique

Le Conseil Départemental de l'Oise et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Oise (SDIS) ont informé la Ville de Nogent-sur-Oise de leur intention de créer une nouvelle caserne de pompiers sur le territoire de la commune.

Le projet consiste à construire un nouvel équipement de défense et de secours mieux positionné sur le territoire, en remplacement d'un équipement devenu exigu, obsolète et inadapté aux contraintes et matériels de notre époque.

Plus précisément, les objectifs du projet sont de plusieurs ordres : organisationnels, fonctionnels et techniques.

Ainsi les objectifs du projet seront de réaliser un bâtiment avec l'intention de :

- Construire un centre de secours adapté aux fonctions opérationnelles des sapeurs-pompiers,
- Créer un bâtiment favorisant la sécurisation et la rapidité des interventions,
- Implanter les locaux et les voiries de sorte à optimiser les circuits d'intervention et à éviter les croisements de flux (départs d'intervention, livraisons, public...).

Un site de 11 337 m² d'une superficie globale de 11 337 m², situé en bordure de la RD 200 sur le lieudit « le clos des granges » et composé des parcelles cadastrées BN 21, 237 et 548 à 562, a été proposé par la Ville de Nogent-sur-Oise et accepté par le SDIS. Le périmètre de l'opération est entièrement situé sur la commune de Nogent-sur-Oise.

Toutefois, la maîtrise foncière de ce site doit être assurée préalablement à la réalisation du projet de construction du nouvel équipement.

Compte tenu que ce projet est d'intérêt général pour la Commune, il a été convenu que cette dernière poursuive les acquisitions foncières des parcelles, au besoin par la voie de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Il convient donc d'approuver le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) ci-annexé et établi conformément aux dispositions de l'article R 112-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Puis en particulier, il s'agit de demander, sur la base d'un dossier constitué, à Monsieur le Préfet de l'Oise de bien vouloir :

- procéder à l'ouverture d'une enquête publique préalable à la DUP de l'opération et déclarer d'utilité publique au profit de la Communauté de Communes les acquisitions de terrains,

- procéder à l'ouverture d'une enquête publique parcellaire concernant les parcelles non maîtrisées par la commune et de déclarer cessibles les propriétés susvisées dont la cession est nécessaire.

Ces deux enquêtes pourront être conjointes sur l'initiative de Monsieur le Préfet de l'Oise.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire établis conformément aux dispositions de l'article R 112-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Oise :
 - l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération,
 - la déclaration d'utilité publique au profit de la Communauté de Communes, les acquisitions de terrains nécessaires à la réalisation de l'opération,
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Oise :
 - l'ouverture de l'enquête parcellaire concernant les parcelles non maîtrisées par la Communauté de Communes,
 - la déclaration de cessibilité des propriétés ou parties de propriétés susvisées dont la cession est nécessaire,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes pièces ou documents afférents à cette procédure,
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager les procédures tant amiables que judiciaires nécessaires à la réalisation de cette opération.

21 - Tarifs 2020

Une partie des tarifs municipaux fait l'objet de modifications. Plusieurs délibérations sont déjà intervenues au cours de cette année afin de modifier voire de créer des tarifs, à savoir :

- La création de tarifs pour la location des salles Bodrelot, Charpentier, Zanetti et avenue du 8 mai 1945 par délibération DEL2019_010 en date du 7 février 2019.
- La modification des tarifs du Conservatoire Communal de Pratiques Musicales par délibération DEL2019_070 en date du 23 mai 2019.
- La modification des tarifs d'expertise dans le cadre de la fourrière automobile par délibération DEL2019_074 en date du 11 juillet 2019.
- La modification des tarifs de la MASTE par délibération DEL2019_097 en date du 10 octobre 2019.
- La création de tarifs pour la location des équipements sportifs de la Ville par délibération DEL2019_104 en date du 10 octobre 2019.

Les tarifs pour lesquels il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sont annexés à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les tarifs communaux ci-annexés applicables à compter du 1^{er} janvier 2020.
- De préciser que les tarifs non mentionnés en annexe ne font l'objet d'aucune modification depuis leur dernière approbation par le Conseil Municipal.

FINANCES

22 - Admissions en non valeur 2019

Vu la loi n° 94-504 du 22 juin 1994 portant disposition budgétaires et comptables relative aux collectivités locales,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2015 modifié relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 des communes et de leurs établissements publics administratifs,

Considérant les propositions du trésorier principal concernant l'admission en non valeur de produits irrécouvrables pour un montant de 9 194,40 € (liste en annexe) concernant les années 2007 à 2018,

Considérant que la procédure d'admission en non valeur, a pour effet d'apurer les comptes permettant la prise en charge de titres de recettes en cas de non recouvrement pour des raisons d'insolvabilité ou d'absence de débiteurs,

Considérant toutefois que le recouvrement pourra être repris si la situation financière du débiteur le permet,

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'admettre en non valeur les titres de la liste annexée pour un montant total de 9194,40 € et d'imputer la dépense sur les crédits ouverts de l'exercice principal 2019 au chapitre 65 compte 6541

**LISTES DES TITRES A ANNULER
ADMISSIONS EN NON VALEUR 2007 à 2018**

SERVICES CONCERNES	EXERCICE DE LA PIECE	REFERENCE DE LA PIECE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT A RECOUVRER	MONTANT PAR ANNEE
SERVICE JEUNESSE	2007	T-1837	7066-421-	36,94	36,94
URBANISME	2009	T-3139	6419-020-	81,56	
SCOLAIRE	2009	T-2751	7067-01-	15,00	
SCOLAIRE	2009	T-3263	7067-251-	7,90	
SCOLAIRE	2009	T-4144	7067-251-	11,85	
SCOLAIRE	2009	T-3679	7067-251-	75,50	
SCOLAIRE	2009	T-2144	7067-01-	94,80	
SCOLAIRE	2009	T-1836	7067-01-	67,15	353,76
SCOLAIRE	2010	T-1794	7067-251-	23,70	
SCOLAIRE	2010	T-2325	7067-251-	7,90	
SCOLAIRE	2010	T-4708	7067-251-	15,80	
SCOLAIRE	2010	T-1385	7067-251-	15,80	
SCOLAIRE	2010	T-4150	7067-251-	39,50	
SCOLAIRE	2010	T-3733	7067-251-	15,80	
ASSOCIATIONS	2010	T-4628	70841-40-	6 202,36	6 320,86
SCOLAIRE	2011	T-4660	7067-251-	19,20	
SERVICE JEUNESSE	2011	T-3673	7066-421-	33,14	
SCOLAIRE	2011	T-2233	7067-251-	23,70	
SCOLAIRE	2011	T-1593	7067-251-	23,70	
SCOLAIRE	2011	T-558	7067-251-	35,55	
SCOLAIRE	2011	T-126	7067-251-	15,80	
SCOLAIRE	2011	T-3800	7067-251-	7,90	
SCOLAIRE	2011	T-1104	7067-251-	23,70	
MEDIATHEQUE	2011	T-3128	758-321-	142,60	
SCOLAIRE	2011	T-1302	7067-251-	30,82	356,11
POLICE	2013	T-4375	70878-112-	40,50	
SCOLAIRE	2013	T-5642	7067-251-	7,50	
URBANISME	2013	T-4883	70323-822-	132,00	180,00
SERVICE JEUNESSE	2014	T-3255	7066-421-	2,71	
SERVICE JEUNESSE	2014	T-1441	7066-421-	21,68	
SCOLAIRE	2014	T-4670	7067-251-	45,60	
SCOLAIRE	2014	T-4894	7067-255-	31,00	
SERVICE JEUNESSE	2014	T-5050	7066-421-	37,83	
SERVICE JEUNESSE	2014	T-1358	7066-421-	2,71	
SERVICE JEUNESSE	2014	T-4133	7066-421-	37,83	
SCOLAIRE	2014	T-4779	7067-251-	7,90	
SCOLAIRE	2014	T-2331	7067-251-	11,85	
SCOLAIRE	2014	T-1092	7067-251-	7,90	
SCOLAIRE	2014	T-3513	7067-251-	9,00	
SCOLAIRE	2014	T-3662	7067-251-	7,90	
POLICE	2014	T-48	70878-112-	40,50	
SERVICE JEUNESSE	2014	T-4920	7066-421-	16,50	
URBANISME	2014	T-3912	70323-822-	132,00	412,91
URBANISME	2015	T-1377	70323-822-	135,00	
SCOLAIRE	2015	T-6299	7067-251-	14,40	
SERVICE JEUNESSE	2015	T-1164	7066-421-	21,60	
SERVICE JEUNESSE	2015	T-3182	7066-421-	36,00	
SERVICE JEUNESSE	2015	T-5585	7066-421-	140,40	
SERVICE JEUNESSE	2015	T-6854	7066-421-	36,00	
SCOLAIRE	2015	T-1810	7067-251-	46,80	
SCOLAIRE	2015	T-874	7067-251-	43,20	
SERVICE JEUNESSE	2015	T-4615	7066-421-	28,80	
SCOLAIRE	2015	T-5875	7067-251-	28,80	
SCOLAIRE	2015	T-6352	7067-251-	27,00	558,00
URBANISME	2016	T-3176	70323-822-	135,00	
SCOLAIRE	2016	T-769	7067-251-	22,60	
SERVICE JEUNESSE	2016	T-3735	7066-421-	36,00	
SCOLAIRE	2016	T-4094	7067-251-	54,00	
SCOLAIRE	2016	T-3320	7067-251-	28,80	
SERVICE JEUNESSE	2016	T-6342	7066-421-	75,60	
SCOLAIRE	2016	T-5300	7067-251-	63,00	
SERVICE JEUNESSE	2016	T-5079	7066-421-	57,60	
SCOLAIRE	2016	T-2495	7067-251-	50,40	
SCOLAIRE	2016	T-1980	7067-251-	28,80	
SERVICE JEUNESSE	2016	T-3031	7066-421-	134,00	
SCOLAIRE	2016	T-1398	7067-251-	57,60	
SCOLAIRE	2016	T-555	7067-251-	39,60	

SERVICES CONCERNES	EXERCICE DE LA PIECE	REFERENCE DE LA PIECE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT A RECOUVRER	MONTANT PAR ANNEE
SCOLAIRE	2016	T-66	7067-251-	65,80	
SERVICE JEUNESSE	2016	T-1225	7066-421-	28,80	877,60
SERVICE JEUNESSE	2017	T-2992	7066-421-	5,00	
SCOLAIRE	2017	T-1888	7067-251-	9,00	
SCOLAIRE	2017	T-1906	7067-251-	0,80	
POLICE	2017	T-3125	70878-112-	0,02	
POLICE	2017	T-3094	70878-112-	41,00	55,82
SCOLAIRE	2018	T-4912	7067-251-	0,80	
POLICE	2018	T-600	70878-112-	41,00	
SCOLAIRE	2018	T-5810	7067-255-	0,60	42,40
TOTAL				9 194,40	9 194,40

23 - Créances éteintes 2019

Vu la loi n° 94-504 du 22 juin 1994 portant disposition budgétaires et comptables relative aux collectivités locales,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2015 modifié relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 des communes et de leurs établissements publics administratifs,

Considérant que le trésorier principal propose d'annuler des **créances éteintes** de 2016 – 2017 - 2018 (effacement de dette suite à ordonnance du tribunal) pour un montant de **780.60 € (liste en annexe)**

Les créances éteintes, sont des dettes qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrecouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'annuler les titres pour les créances éteintes de la liste annexée pour un total de **780.60 €** et d'imputer la dépense sur les crédits ouverts au budget principal sur l'exercice 2019 au chapitre 65 compte 6542.

LISTES DES TITRES A ANNULER**CREANCES ETEINTES**

CM 16 DECEMBRE 2019

suite à diverses ordonnances d'homologation du rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, il convient d'établir un ou des mandat(s) au compte 6542 pour annuler les titres suivants au motif "procédure de surendettement - effacement de dettes" :

<u>TITRE</u>	<u>ANNEE</u>	<u>MONTANT</u>
35	2016	34,85
378	2016	18,70
597	2016	22,55
1945	2016	28,20
2761	2016	5,00
6754	2016	26,00
132	2017	39,00
641	2017	30,00
1365	2017	31,20
1498	2017	34,00
1944	2017	26,00
2497	2017	46,80
3386	2017	36,00
4109	2017	49,50
4516	2017	112,00
4809	2017	81,00
345	2018	45,00
1307	2018	24,60
2765	2018	34,85
3330	2018	16,40
4275	2018	38,95
	TOTAL	780,60

24 - Budget primitif 2020 - budget principal

Le Conseil Municipal du 10 octobre 2019 a pris acte du rapport d'orientation budgétaire pour 2020. L'ensemble des élus a pu prendre connaissance des projections financières de la ville et débattre de celles-ci.

Démocratie coopérative :

Les informations budgétaires relatives à la note de cadrage budgétaire et au Rapport d'Orientation Budgétaire ont pu être présentées au conseil de coopération citoyenne en amont de l'assemblée communale.

L'assemblée communale a été réunie le 2 décembre 2019 avec pour ordre du jour :

- Le bilan d'activités du conseil de coopération citoyenne
- Les principales orientations du Budget 2020

L'assemblée communale s'est prononcée favorablement, moins deux abstention.

Le Budget primitif 2020 traduit ces échanges.

Le contexte du budget 2020 :

- Un vote préalable au 1^{er} janvier sur une année civile mais sans reprise anticipée des résultats de 2019,
- Un maintien du rythme de 2019 de la croissance nationale à 1,3%, soutenue par une demande interne dynamique et par les effets des réformes de structure mises en œuvre, mais qui contraint toujours fortement les budgets des collectivités,
- Des recettes fiscales risquant d'être moins dynamiques, avec la suppression progressive de la taxe d'habitation entre 2020 et 2023,
- La poursuite forte de la politique d'investissement, avec les projets de rénovation urbaine en cours de finalisation,
- Une politique axée en priorité sur les services rendus à la population.

Vous trouverez en annexe (clé USB / dossier Budget 2020) la synthèse du budget primitif 2020 qui vous est proposé et le document réglementaire.

Les priorités 2020 :

- La finalisation du PRU Obier Granges avec les axes forts d'aménagement des liaisons autour de l'éco village socio-culturel et sportif Gymnasion, la place Gay Lussac et vers l'avenue du 8 mai,
- La finalisation et l'exploitation pour début mars du Centre municipal de santé avec la création d'un budget annexe pour identifier spécifiquement son coût et avoir un regard attentif à son équilibre. Au vote 2020, une subvention d'équilibre est proposée (165 000 € au total permettant d'assurer principalement le fonctionnement avec notamment du personnel qualifié représentant une subvention de 115 000 € et 50 000 € sur l'investissement pour acquérir l'ensemble des équipements, logiciels, etc... nécessaires à l'exploitation du centre).
- La finalisation du plan 100 caméras,
- Les installations scolaires et périscolaires en accompagnement de la hausse de population, et la poursuite des études liées à la construction d'un nouveau groupe scolaire,
- La poursuite des investissements de maintenance sur l'éclairage public et la voirie,

- Le complexe Georges Lenne dans le cadre de la préparation aux Jeux Olympiques 2024 de Paris, et en vue de la labellisation comme Centre de Préparation des Jeux,
- La rénovation urbaine dans le quartier des Rochers, avec la préparation du dossier de carence et l'intervention d'un opérateur transitoire dans la copropriété résiduelle actuelle,
- De nouveaux lieux d'éducation environnementale avec la ferme pédagogique de la MASTE et le Marais Monroy.

Ainsi, le budget 2020 tant en investissement qu'en fonctionnement traduit ces priorités.

Les axes prioritaires servant à l'élaboration du budget de l'année 2020 ont été présentés dans le Rapport d'Orientation Budgétaire du 10 octobre 2019.

La priorité restera les services à la personne, en accompagnement notamment de la hausse de population. Le guichet unique, opérationnel pour les démarches de restauration scolaire, de périscolaire et des centres de loisirs, devrait élargir son périmètre aux activités sportives.

La sensibilisation de l'ensemble des habitants à la protection de notre environnement sera développée avec les nouveaux services proposés comme la ferme pédagogique de la MASTE, mais aussi avec la brigade de police environnementale en fonction depuis ce second semestre, et dont l'action de prévention se complète par la possibilité de verbaliser pour faire face aux dérives comportementales constatées.

Le secteur associatif bénéficiera pleinement de la livraison du Gymnasion, tant au plan sportif que culturel avec l'implantation en son sein de l'association Les Temps d'Art. Les événements majeurs qui marquent désormais l'année sur notre territoire seront reconduits, en cherchant sans cesse à s'améliorer pour proposer toujours plus de festivités et de distraction, le tout dans un esprit également éducatif et sensibilisateur dans les domaines sociétaux majeurs. Ce sera notamment le cas pour Un Dimanche à la Campagne, ou Handicult'Urbaine.

La démocratie locale sera également mise en avant, notamment avec le Conseil Municipal des Jeunes nouvellement élu le 25 novembre 2019.

Dans ce contexte de hausse de la population et de ses besoins, le budget primitif 2020 se réalisera en maîtrisant les dépenses de fonctionnement.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter le budget primitif 2020 ci-joint, qui s'établit globalement comme suit :

BUDGET PRINCIPAL		
	DEPENSES	RECETTES
SECTION D'INVESTISSEMENT	7 844 000 €	7 844 000 €
SECTION DE FONCTIONNEMENT	26 877 000 €	26 877 000 €
TOTAL GENERAL	34 721 000 €	34 721 000 €

- de voter le présent budget par nature et présentation fonctionnelle au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et d'investissement avec les chapitres opérations d'équipement
- de faire verser au budget annexe du centre de santé municipal au fur et à mesure de son besoin une subvention de 165 000 € sur les crédits prévus au compte 657363 fonction 510 du budget principal 2020
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes y afférents

25 - Budget annexe centre de santé municipal - Création et adoption

Par délibération du conseil municipal en date du 4 avril 2019, il a été décidé la création d'un service public administratif « centre municipal de santé » face à une absence ou une insuffisance marquée de médecins généralistes. Il est proposé par dérogation au principe d'unité budgétaire et au vu de la particularité de ce service du secteur médico-social, de créer un budget annexe.

L'aménagement adapté à l'activité et l'acquisition du bâtiment rue du Général de Gaulle sont pris en charge sur le budget principal. Ce service municipal est géré en régie par la ville et se dote d'un budget annexe afin d'individualiser sa gestion. Toute l'exploitation ainsi que les acquisitions d'équipements spécifiques en immobilisations mobilières sont individualisées. Des prestations pour fournitures d'électricité par exemple seront refacturées par la ville.

Une présentation synthétique ainsi que le détail de ce budget annexe sont joints avec le budget principal de la ville. Au vu de l'équilibre de cette proposition budgétaire

en section de fonctionnement pour 405 000 €

en section d'investissement pour 68 000 €

Une subvention d'équilibre à verser par le budget principal est prévue pour 165 000 € qui sera sollicitée au fur et à mesure des besoins sur le budget annexe.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de créer un budget annexe dit « Centre Municipal de Santé » non assujetti à la TVA et appliquant la nomenclature M14 des collectivités et établissements de plus de 3 500 habitants
- d'adopter le budget annexe centre municipal de santé de l'exercice 2020 joint
- de préciser que le budget primitif 2020 « centre municipal de santé » est voté par chapitre
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte y afférent

26 - Fiscalité 2020

L'équilibre du Budget primitif 2020 dans l'attente de la connaissance des bases d'imposition prévisionnelles transmis par les services fiscaux a été calculé sur les bases N-1 avec une revalorisation estimée de 0,9 % et un maintien des taux.

Vu le code général des impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants ainsi que l'article 1636 B sexies relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition ;

Vu le budget principal 2020,

Considérant que la ville n'entend pas augmenter la pression fiscale.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de ne pas augmenter les taux d'imposition par rapport à 2019 et de les reconduire à l'identique sur 2020 (maintien des taux depuis 2011) soit :

- Taxe d'habitation : 15,45 %
- Taxe foncière – bâti : 29,54 %
- Taxe foncière – non bâti : 57,07 %

Ces taux s'appliquent sur la base d'imposition déterminée par les services fiscaux de l'Etat, en fonction du bien immobilier.

- de charger Monsieur le Maire de procéder à la notification de cette délibération aux services préfectoraux.

27 - Autorisations de programmes – Crédits de paiements

En application des articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement et en dérogation au principe de l'annualité budgétaire, depuis 2009 des autorisations de programme ont été créées par délibération pour avoir une gestion facilitée notamment en termes d'engagement sur les marchés s'exécutant sur plusieurs années.

Au vu de la proposition budgétaire pour 2020 et en finalisation de programmes sur le principal, le PRU Obier les Granges, les échéanciers se limitent au crédits budgétaires 2020 sans aller au-delà, Lors du vote du budget supplémentaire, les restes à réaliser et un point sur le réalisé total jusqu'en 2019 permettra de préciser les autorisation de programmes,

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'adopter ces autorisations de programmes crédits de paiements conformément à l'annexe ci-jointe.

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT
 DELIBERATION DU 16 DECEMBRE 2019

	AP votée	CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2019)	CP2019	CP 2020
CREATION AP NV CIM 2016/1 : NOUVEAU CIMETIERE (avec le déplacement des jardins familiaux)				
dépenses	1 628 000,00	881 999,66	119 614,44	-
Restes à réaliser				
Recettes	203 980,00	18 000,00	89 980,00	
Restes à réaliser				
PROGRAMME PARCS				
Opération HEBERT : PARC HEBERT				
dépenses	963 400,00	299 367,04	249 314,94	-
Restes à réaliser				
Recettes	385 000,00	47 655,94	320 274,00	-
Restes à réaliser				
Opération MARAIS : PARC NATUREL MARAIS MONROY				
dépenses	443 000,00	41 956,00	75 106,00	92 000,00
Restes à réaliser				
Recettes	338 500,00	29 252,00	47 000,00	61 000,00
Restes à réaliser				
PROGRAMME ACCESSIBILITE HANDICAPES				
Opération ACC TR1				
dépenses	688 000,00	47 899,99	102 680,50	-
Restes à réaliser				
Programme	PRUOG	OBIER GRANGES		
Opérations sites de restitution				
Opération AU014 : CHAMPS DE BOULEUX				
dépenses	290 000,00	179 708,71		
Opération AU017 : PARKING MONTUPET				
dépenses	1 108 600,00	856 578,96	5 000,00	
Opération AU016 : COUBERTIN JAURES				
dépenses	1 835 000,00	849 016,63	2 000,00	
Opération PRE2 : EQUIPEMENT SPORTIF ET SOCIO CULTUREL + OBIER				
dépenses	10 365 944,23	815 177,27	6 377 572,70	1 769 000,00
Restes à réaliser				
Recettes	7 185 000,00	289 569,58	4 347 000,00	1 362 000,00
Restes à réaliser				
Opération PRA8 : AMENAGEMENTS QUARTIER VILLON (quartier Granges)				
dépenses	4 248 463,99	1 089 733,86	1 080 563,99	
Restes à réaliser				
Recettes	1 304 000,00	157 409,65	688 898,00	90 000,00
Restes à réaliser				
Opération PRA18 : COMMERCE CURIE (secteur coteaux Adoma)				
dépenses	2 946 000,00	593 926,55	263 715,67	
Restes à réaliser				
Recettes		271 537,07	738 000,00	364 000,00
Restes à réaliser				
Opération PRA1 : AMGTS ADOMA FICOP + ENTREE AV DU 8 MAI				
dépenses	1 564 282,88	89 264,07	655 282,88	334 000,00
Restes à réaliser				
Recettes	238 000,00	19 762,63	203 429,00	80 000,00
Restes à réaliser				

28 - Délégation du Conseil municipal au Maire – Décisions de recourir à l'emprunt

En application de la délégation générale du Conseil au Maire en date du 10 juillet 2017 pour contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la ville ou à la sécurisation de son encours, il est prévu que le Conseil municipal définisse chaque année les conditions et limites à l'occasion du vote du budget primitif.

Au vu du rapport sur la dette joint à la présente délibération fixant la stratégie d'endettement,

Vu les articles L.2122-22/L.3211-2/L.4221-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la commune souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être encadrée.

Il est demandé au Conseil Municipal :

de donner délégation à Monsieur le Maire dans la limite des sommes inscrites au budget pour réaliser tout investissement de contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la ville ou à la sécurisation de son encours dans les conditions et limites ci-dessous :

- Les produits de financement auxquels il pourra être recouru pourront être des emprunts obligataires, des emprunts classiques (taux fixe ou taux variable sans structuration, des barrières sur Euribor).
- La durée des produits de financement ne pourra excéder 25 ans au vu des investissements engagés comme le pôle socio culturel de l'Obier, le centre de santé municipal.
- Les index de référence pourront être le T4M, le TAM, l'EONIA, l'EURIBOR ou équivalent.
- Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.
- Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de 0,30% de l'encours visé par l'opération.

d'autoriser Monsieur le Maire à :

- Lancer les consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations.
- Retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser.
- Passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée.
- Résilier l'opération arrêtée.
- Signer les contrats répondant aux conditions posées aux articles précédents.
- Définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement.
- Procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation.
- Et, notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité

d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

- Et enfin conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Le conseil municipal sera tenu informé des emprunts contractés dans le cadre de cette délégation.

Rapport sur l'état et l'évolution de la dette 2020

Conformément à circulaire interministériel n° NOR IOCB1015077C du 25 juin 2010, un bilan de la dette 2019 est réalisé au 9 décembre 2019.

Comme indiqué dans le rapport sur la stratégie de la dette présenté en conseil municipal le 4 avril dernier, le besoin de financement en 2019 a été couvert, outre les deux emprunts constatés en restes à réaliser, par un encours total de 3,8 M€ dont un prêt relais de 1,6M€ sur les 4.750 M€ d'emprunts nouveaux prévus. Ce recours aux prêts longs termes représente environ 42% des dépenses d'équipement 60% avec le prêt relais (9,866M€ réalisé).

Les caractéristiques des emprunts réalisés en 2019 sont les suivantes :

- ❖ deux emprunts constatés en restes à réaliser de recettes ont été concrétisés au 1^{er} trimestre 2019 pour un total de 2M€ :
 - Auprès de la banque postale pour 1M€ sur une durée de 20 ans à un taux fixe de 1,67%
 - Auprès de la Société générale pour 1M€ sur une durée de 20 ans à un taux variable Euribor 3M +0,47%
- ❖ Deux emprunts de longue durée sur les crédits nouveaux,
 - Auprès de la Société Générale pour 1M€ sur une durée de 20 ans à un taux fixe de 0,91%.
 - Auprès de la Banque Postale pour 1,2M€ sur une durée de 25 ans à un taux fixe de 0,95%
- ❖ Un prêt relais de 1,6M€ au vu du potentiel de subventions encore à percevoir sur une durée de 3 ans à un taux fixe de 0,32 %

Une nouvelle consultation de 500 000 € est également lancée en cette fin d'année au vu de la puissance du programme d'investissement 2019.

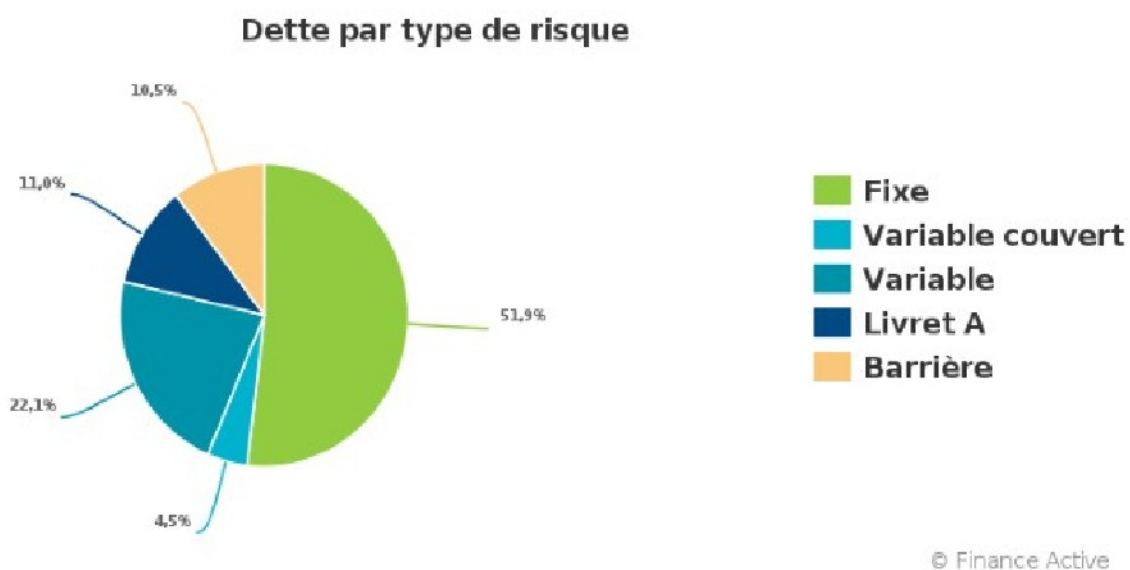
La dette de la ville de Nogent sur Oise s'élèvera à 22 952 928 € au 31 décembre 2019.

Dans cet encours il est à prendre en compte le transfert de l'équipement Centre d'Affaires et d'Innovation Sociale Sarcus à l'ACSO qui inclut un mécanisme de dette récupérable. En effet, un emprunt dont l'encours représente environ 664K€ (sur un programme composite) n'est pas transféré mais est pris en compte dans un mécanisme de remboursement chaque année sur des comptes spécifiques.

La dette compte 35 emprunts contractés auprès de 6 groupes bancaires.

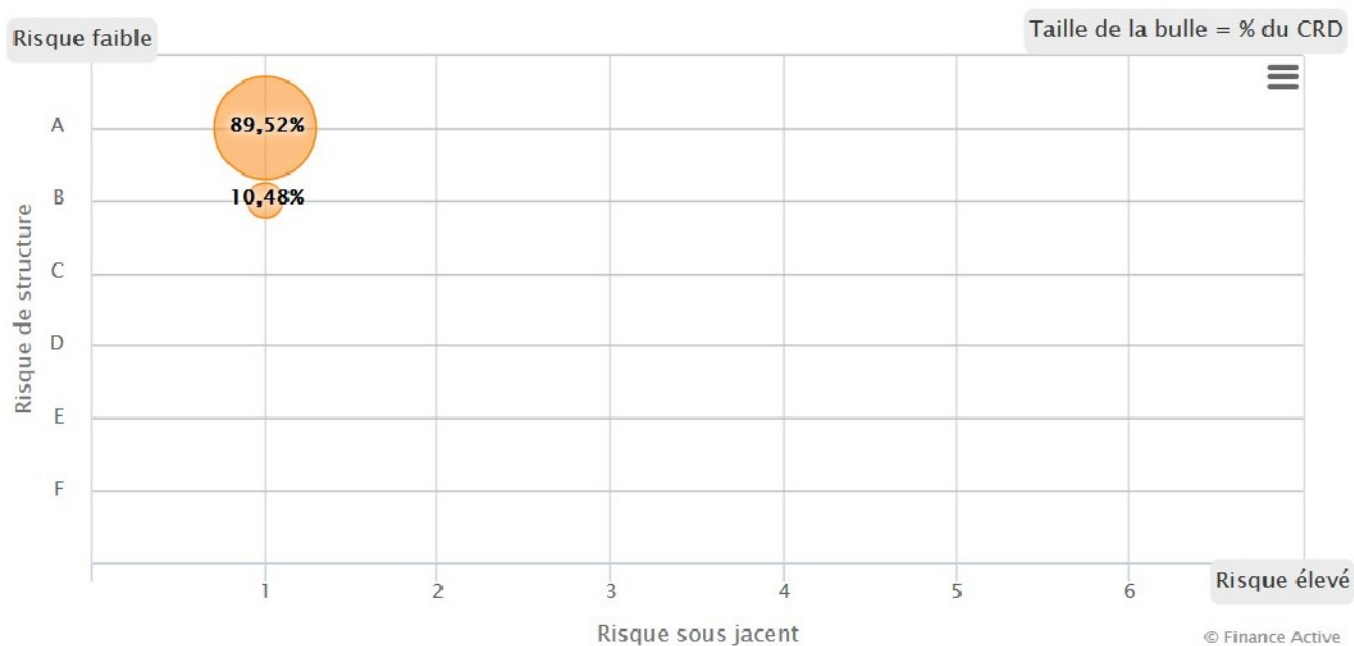
	31/12/2018	31/12/2019
Encours de dette	20 106 529 €	22 952 928 €
Son taux moyen s'élève à	2,12%	1,74%
Sa durée résiduelle moyenne est de	12 ans et 1 mois	12 ans et 7 mois

Environ 51,9% de la dette est à taux fixe, ces emprunts apportent de la visibilité sur les flux futurs. L'encours est également constitué de deux produits structurés à barrière (1B).

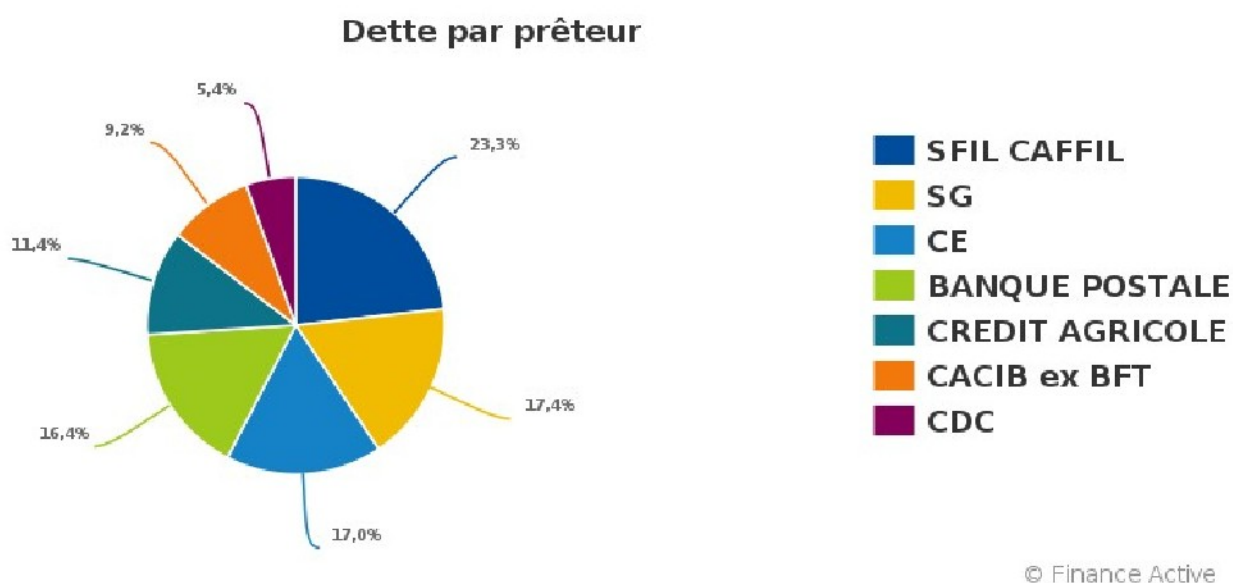


Le taux moyen est performant (1,75%) et en constante diminution (2015 : 2,62%) avec une durée résiduelle équivalente à celle de la strate 12,2 (source insito).

Au regard de la charte de bonne conduite en matière d'emprunt des collectivités territoriales dite « Charte Gissler » (qui mesure les risques liés à la structure de la dette), l'encours de dette de Nogent-sur-Oise est peu risqué.

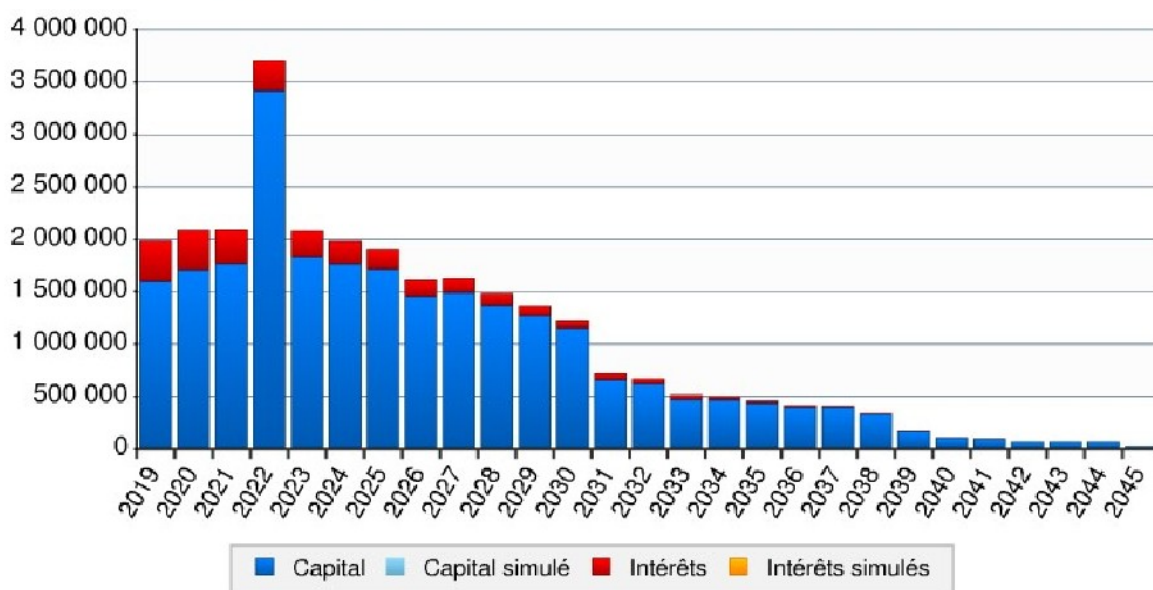


Depuis de nombreuses années, la ville cherche à se financer au meilleur taux tout en diversifiant le panel de ses prêteurs pour limiter les risques de se retrouver à court de liquidité. Notre encours de dette se répartit autour des groupes bancaires suivants :



Le profil d'extinction de la dette globale est le suivant :

Flux de remboursement



Au vu du budget 2020 présenté et des investissements prévus il vous est proposé de définir la politique d'endettement sur les principes suivants :

Encours de la dette envisagée fin 2020 : à 22 859 325 € si 500 000 € sont constatés en restes à réaliser et au vu de la dette nouvelle estimée à 1,1M€ pour répondre aux besoins d'investissements nouveaux (finalisation du PRU et aménagements acquisition du centre de santé municipal, etc...). Cette mobilisation sera prévue en fin du 1^{er} semestre début du 2nd.

La durée de 20-25 ans continuera à être privilégiée au vu des travaux d'envergure prévus : voirie et finalisation autour de l'équipement sportif et socio culturel Gymnasion, le centre municipal de santé, écoles etc... Notre capacité de désendettement subira une dégradation provisoire à +/- 10% notamment au vu du recours aux prêts relais sur une durée de 3 ans.

Pour rappel, la ville veille à maîtriser son endettement sur la base de deux indicateurs :

- la **capacité de désendettement** (encours de dette/épargne brute) qui ne doit pas dépasser le seuil d'inquiétude de 12 ans.
- le **ratio « dette par habitant »**, ratio d'illustration, est maintenu autour de 1.150€/habitants; sachant que le ratio prend en compte les chiffres du recensement de la population, et donc son évolution.

Parallèlement, la commune utilisera les outils de portage à sa disposition, comme l'EPFLO, utile pour la revitalisation du quartier Carnot ou des opérations ciblées sur la copropriété des Rochers (ex-Commanderie) en lien avec l'ACSO et avec le soutien de l'ANAH.

29 - Acompte sur participation SICGENC 2020

Pour répondre aux besoins de trésorerie du SICGENC importants en tout début d'année, il est proposé au Conseil municipal d'accepter le versement d'un acompte à son profit sur la base d'un maximum de 80 % de la participation 2019 (vote d'une participation de 680 852,80 € soit 544 000 € maximal qui pourront être versés en plusieurs échéances au vu des besoins exprimés par le SICGENC) jusqu'au vote du budget supplémentaire, A ce moment le vote du budget 2020 par le conseil syndical aura permis de définir le besoin de financement nécessaire à son équilibre.

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'accepter le versement d'un acompte sur la participation 2020 au SICGENC dans la limite maximale de 544 000 € avec un échéancier au vu du besoin sollicité par le SICGENC jusqu'au vote de la participation de la commune. Cet acompte sera repris lors du vote du budget supplémentaire 2020.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier. La dépense sera imputée au compte 65548 fonction 413.

30 - Subventions 2020 - conventions avec les associations

L'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que :
« *l'attribution des subventions donne lieu à une délibération distincte du vote du budget* ».

Il est proposé une attribution des subventions aux associations de 80 % de la subvention de fonctionnement 2019 pour la grande majorité. Lors du budget supplémentaire il pourra être revu les attributions au vu de l'instruction des projets et bilans inscrits dans les demandes déposées par les associations début 2020.

En conséquence Le comité 4 chargé des subventions aux associations s'est réuni et a examiné une proposition d'attribution de subventions sur ce principe.

Au vu de l'avis favorable, il est proposé d'attribuer des montants de subventions répartis conformément à ce qui est indiqué dans le tableau joint en annexe.

Cette liste précise les subventions exceptionnelles soumises à conditions d'octroi qui sont soit la réalisation d'un événement, soit l'achat d'un équipement.

Conformément à la délibération en date du 4 avril 2019 les associations pour lesquelles une subvention d'un montant égal ou supérieur à 5 500 € a été alloué devront fournir un bilan comptable établi selon les règles du plan comptable en partie double (associations devant fournir le bilan comptable précisé dans l'annexe). Ce bilan est une pièce nécessaire au versement de la subvention 2020 et sera déterminant dans le cadre des examens définitifs au vote du budget supplémentaire,

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n°2001 495 du 6 juin 2001, les collectivités territoriales sont tenues de conclure une convention avec toute association recevant une subvention

annuelle supérieure ou égale à 23 000 €. Ces conventions définissent l'objet, le montant et les conditions d'utilisation des fonds publics. D'autre part, ces associations devront s'attacher les services d'un expert comptable et d'un commissaire aux comptes qualifiés ; inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables et commissaires aux comptes.

Les associations nogentaises ci-après énoncées sont concernées par ce dernier dispositif :

- Union Sportive Nogent Football Club
- Le Cyclo Club de Nogent sur Oise
- Nogent sur Oise Athlétisme
- Les Temps d'Art
- L'Office Municipal Culturel et Événementiel

De même pour l'association Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal, deux conventions seront établies :

- une convention permettant le versement d'une subvention de 42 504 € pour l'adhésion au Comité National d'Action Sociale 2020 auquel s'adjoint la participation partielle des agents de la collectivité et totale pour les retraités à l'association
- une convention permettant le versement d'une subvention de 6 400 € pour le fonctionnement de l'association égal à 80 % de la subvention de fonctionnement 2019.

Ces subventions sont inscrites au budget primitif de l'exercice 2020 aux chapitres 65 et 67, comptes 6574 (pour les subventions de fonctionnement) et 6745 (pour les subventions exceptionnelles), voir 204 pour les subventions d'équipement définies par convention.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'octroi des subventions pour l'exercice 2020 comme précisé en annexe,
- de rappeler que ces subventions sont allouées sous réserve des conditions ci-dessus rappelées dont, notamment, l'exigence d'établissement du bilan comptable sur 2019 selon les règles du plan comptable en partie double et/ou de l'utilisation conforme à la convention établie.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions avec les associations suivantes : Union Sportive Nogent Football Club, Le Cyclo Club de Nogent sur Oise, Nogent sur Oise Athlétisme, Les Temps d'Art, L'Office Municipal Culturel et Événementiel, et le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal.
- D'approuver l'octroi d'une participation de 550 000 € au Centre Communal d'Action Sociale dont les crédits sont inscrits au compte 657362.

31 - Tarifs du Centre Municipal de Santé

Les centres de santé assurent, dans le respect du libre choix de l'usager, des activités de soins sans hébergement et participent à des actions de santé publique, de prévention,

d'éducation à la santé et à des actions sociales (article L. 6323-1 du code de la Santé publique).

Le code de la Sécurité Sociale prévoit (article L. 162-32) que les centres de santé pratiquent le tiers payant. Ils font bénéficier leurs usagers de la pratique de la dispense d'avance de frais. Ils doivent à ce titre appliquer les tarifs conventionnels du secteur 1, sans dépassements de tarifs. Les centres ont droit à des dépassements de tarifs encadrés (exemple le parcours hors soins), ils peuvent pratiquer des actes hors nomenclatures.

Si les patients ont déclaré un médecin traitant et que leur carte vitale est à jour, ils bénéficient du tiers payant.

Le tiers payant intégral (prise en charge du ticket modérateur) est appliqué sur présentation d'une carte de mutuelle (ou complémentaire santé) à jour et sous réserve d'une convention passée entre la mutuelle et l'établissement. Pour ce faire, le centre municipal de santé sera amené à conventionner avec de nombreux organismes mutualistes ou autres pour favoriser le tiers payant intégral.

Les patients bénéficiant de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) ainsi que les titulaires de l'Aide Médicale d'État (AME) sont pris en charge à 100 % dès lors qu'ils présentent le justificatif correspondant, à l'accueil avant leur consultation.

Les paiements peuvent être réglés en espèces, par chèque (à l'ordre du Trésor Public) ou en carte bleue (sans limitation de montant).

Les consultations et soins sont à régler sans délais.

Enfin, il sera affiché de manière visible et lisible dans le centre municipal de santé, les tarifs (ou fourchettes de tarifs) des honoraires que l'établissement pratiquera ainsi que leur tarif de remboursement par l'Assurance Maladie.

Les tarifs conventionnels des médecins généralistes en France métropolitaine sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Le tableau des tarifs conventionnels indique les principaux tarifs conventionnels applicables. Il ne se substitue pas aux dispositions générales et diverses de la nomenclature générale des actes professionnels (NGAP) et de la classification commune des actes médicaux (CCAM), ni aux annexes tarifaires de la convention nationale des médecins.

La colonne « **actes et majorations** » indique le code de l'acte ou de la majoration et son intitulé.

Tarifs conventionnels des médecins généralistes en France métropolitaine (à compter du 10 février 2019)	
ACTES ET MAJORATIONS	TARIF
G : (C+MMG) : consultation au cabinet majorée de la majoration pour le médecin généraliste (1)	25,00 €

GS : (CS+MMG) : consultation au cabinet par le médecin spécialiste qualifié en médecine générale avec la majoration pour le médecin généraliste (1)	25,00 €
TCG : consultation à distance réalisée entre un médecin généraliste et un patient (téléconsultation) (1)	25,00 €
MCG : majoration de coordination (1)	5,00 €
MUT : majoration d'urgence du médecin traitant (uniquement si la consultation associée est réalisée à tarif opposable)	5,00€
MRT : majoration médecin traitant (uniquement si la consultation associée est réalisée à tarif opposable)	15,00€
VG : (V+MMG) : visite à domicile par le médecin généraliste majorée de la majoration pour le médecin généraliste (1)	25,00€
VGS (VS+MMG) : visite à domicile par le médecin spécialiste qualifié en médecine générale majorée de la majoration pour le médecin généraliste(1)	25,00€
VL : visite longue et complexe réalisée au domicile	60,00€
MD : majoration de déplacement pour visite à domicile justifiée	10,00€
MDN : majoration de déplacement pour visite à domicile justifiée de nuit de 20h00 à 0h00 et de 6h00 à 8h00	38,50€
MDI : majoration de déplacement pour visite à domicile justifiée de nuit de 0h00 à 6h00	43,50€
MDD : majoration de déplacement pour visite à domicile justifiée de dimanche et jour férié (4)	22,60€
ID : indemnité forfaitaire de déplacement pour des actes effectués à domicile autre que la visite	3,50€
MN : majoration pour acte de nuit de 20h00 à 0h00 et de 6h00 à 8h00 (5)	35,00€
MM : majoration pour acte de nuit de 0h00 à 6h00 (5)	40,00€
F : majoration pour acte le dimanche et jour férié (5)(6)	19,06€
IK : indemnité kilométrique en plaine	0,61€
COE : consultation du pédiatre ou du médecin généraliste pour les examens obligatoires dans les 8 jours qui suivent la naissance, au cours du 9 ^e ou du 10 ^e mois, et au cours du 24 ^e ou du 25 ^e mois (uniquement à tarif opposable)	46,00€
CCP : la première consultation de contraception et de prévention des maladies sexuellement transmissibles pour les jeunes filles de 15 à 17 ans inclus	46,00€
CCX : code prestation agrégé pour la consultation complexe CSO (7)	46,00€
CCX : code prestation agrégé pour la consultation complexe CSE (8)	46,00€
MTX : majoration pour consultations très complexes (MIS et PIV)(9)(1bis)	30,00€
CCE : code prestation agrégé pour la consultation très complexe enfants CTE (10)	60,00€
MEG : majoration pour les enfants de 0 à 6 ans	5,00€
MIC : majoration pour consultation d'un patient insuffisant cardiaque après hospitalisation par le médecin traitant (article 15.5 de la NGAP) si consultation réalisée au tarif opposable	23,00€

(1ter)	
MSH : majoration pour la consultation de suivi de sortie d'hospitalisation de court séjour des patients à forte comorbidité par le médecin traitant (article 15.6 de la NGAP) si consultation réalisée au tarif opposable (1 ter)	23,00€
MU : majoration d'urgence	22,60€
K : acte technique	1,92

(1) Majoration ou consultation pouvant être cotée uniquement par les médecins en secteur 1 et par les médecins en secteur 2 (ou secteur 1 DP) ayant adhéré à l'option de pratique tarifaire maîtrisée et, par dérogation, par les médecins exerçant en secteur 2 (ou secteur 1 DP) lorsqu'ils pratiquent les tarifs opposables.

(1bis) Majoration pouvant être cotée uniquement par les médecins en secteur 1 et par les médecins en secteur 2 (ou secteur 1 DP) ayant adhéré à l'option de pratique tarifaire maîtrisée.

(1ter) Majoration pouvant être cotée uniquement par les médecins en secteur 1 et par les médecins en secteur 2 (ou secteur 1 DP) ayant adhéré à l'option de pratique tarifaire maîtrisée et, par dérogation, par les médecins exerçant en secteur 2 (ou secteur 1 DP) lorsqu'ils sont appelés à dispenser des soins aux assurés bénéficiaires de la CMU complémentaire ou de l'aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS)

(2) Rémunération forfaitaire réservée exclusivement aux médecins adhérant à l'option de pratique tarifaire maîtrisée.

(3) Cette majoration est réservée aux médecins exerçant en secteur à honoraires opposables et à ceux ayant adhéré aux dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée tels que définis aux articles 40 et suivants.

(4) La majoration s'applique à partir du samedi pour la visite à domicile justifiée.

(5) En dehors des situations visées à l'article 14-2 des dispositions générales de la NGAP.

(6) La majoration F s'applique aussi à partir du samedi midi pour les consultations au cabinet réalisées par le médecin généraliste de garde.

(7) CSO – La consultation de suivi et coordination de la prise en charge des enfants 3 à 12 ans en risque avéré d'obésité.

(8) CSE- La consultation de suivi et de coordination de la prise en charge d'un enfant autiste.

(9) MIS- Consultation initiale d'information du patient et de mise en place d'une stratégie thérapeutique pour les patients atteints de cancer ou de pathologie neurologique grave ou neurodégénérative / PIV- Consultation initiale d'information et organisation de la prise en charge en cas d'infection par le VIH.

(10) CTE- La consultation de repérage des signes de trouble du spectre de l'autisme.

*Attention : les lettres clés indiquées sont celles présentes dans la convention et ne correspondent pas forcément aux codes utilisés pour la facturation.

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'approuver la grille tarifaire du Centre Municipal de Santé, exposée ci-dessus,
D'approuver que le Centre Municipal de Santé pratique les tarifs conventionnels des médecins généralistes de secteur 1.

32 - Conventions 2020 avec les Collèges Herriot et Berthelot pour le versement de la subvention concernant le fonctionnement des deux réseaux d'éducation prioritaires

Depuis plusieurs années, la ville verse une subvention pour le fonctionnement des deux Réseaux d'Éducation Prioritaire, à savoir les deux sites pilotes : celui du collège Herriot (regroupant l'école Charpak, le groupe scolaire des Coteaux et une partie des groupes scolaires Obier et Jean Moulin) et celui du collège Berthelot (incluant les groupes scolaires Obier et Jean Moulin).

Cette subvention permet la mise en place de projets à destination des élèves scolarisés dans les écoles du territoire de référence.

Le versement de chaque subvention fait l'objet d'une convention fixant les obligations de chaque partie.

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention dans les mêmes conditions et verser ces subventions à chaque collège :

- **1 750 €** pour le REP du collège Berthelot ;

- **5 250 €** pour le REP du collège Herriot.

33 - Marché hebdomadaire - règlement du manque à gagner du délégataire

La convention relative à l'exploitation des marchés publics d'approvisionnement sur le territoire de la ville de Nogent-sur-Oise en vigueur, signée le 18 mars 2008 et avenantée en 2011, a été déléguée à la Société «Les fils de Madame GERAUD» jusqu'au 31 décembre 2025.

Les tarifs des droits de place doivent être revalorisés par la ville chaque année. Or ceux-ci n'ont pas été actualisés une première fois en 2015 et une seconde fois en 2017 et 2018. Le délégataire est alors en droit de par la convention d'obtenir une compensation équivalent au manque à gagner résultant, majorée des intérêts en retard. Les droits ont été revalorisés par délibération du 11 juillet 2019 et appliqués. Il a été demandé au délégataire de fournir les justificatifs quantifiant le manque à gagner. Le document, reçu le 25 septembre 2019, est joint en annexe.

Le montant de la compensation cumulé qui clôturera ce manque à gagner s'élève à 2 853,29 €.

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'approuver le montant de 2 853,29 € TTC de compensation financière au manque à gagner lié à l'absence de revalorisation en 2015, 2017 et 2018 des tarifs du marché hebdomadaire, au profit de la société « Les fils de Madame GERAUD » délégataire de la DSP d'exploitation des marchés publics d'approvisionnement de Nogent-sur-Oise, selon les termes prévus par la convention de délégation et justifiés par la société.

Les crédits sont inscrits au budget primitif 2020.

COMMANDE PUBLIQUE

34 - Délégation de service public sous forme de concession de services pour le financement, la conception, la construction, l'entretien-maintenance et l'exploitation d'un crématorium - Approbation du choix du délégataire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1411-1 et suivants ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article L. 1121-3 et sa troisième partie, relatifs aux contrats de concession ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 avril 2019 retenant le principe du recours à une délégation de service public sous forme de concession de services pour la construction et l'exploitation du crématorium ;

Vu les rapports et procès-verbaux de la commission de délégation de service public des 13 mai 2019 (procès-verbal d'ouverture des candidatures), 20 mai 2019 (procès-verbal dressant la liste des candidats admis à présenter une offre), 26 août 2019 (procès-verbal d'ouverture des offres) et 16 septembre 2019 (rapport d'analyse des offres et procès-verbal dressant la liste des candidats invités à la phase de négociation) ;

Vu le rapport d'analyse des offres finales ;

Vu le rapport présentant les motifs du choix du délégataire et l'économie générale du contrat de délégation de service public, annexé à la présente délibération ;

Vu le projet de contrat de délégation de service public et ses annexes ;

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le choix de la société « Société des Crématoriums de France » (SCF), en qualité de délégataire de service public pour le financement, la conception, la construction, l'entretien - maintenance et l'exploitation d'un crématorium sur le territoire de la ville de Nogent sur Oise ;

- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, établi pour une durée de 25 ans à compter de la date de sa notification, à conclure avec la société SCF.

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat de délégation de service public et tout document nécessaire à son exécution ;

- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires et signer tout acte ou document utile à l'exécution du contrat de délégation de service public.

RELATIONS SOCIALES

35 - Modification du tableau des effectifs

Afin de permettre le bon fonctionnement des services il est nécessaire de modifier le tableau des effectifs

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modifications suivantes au tableau des effectifs :

Créations :

1 poste d'adjoint administratif principal 1ère classe au service Ressources humaines
1 poste d'adjoint d'animation coordinateur nature ruralité et développement durable au service culturel

1 poste de coordonnateur ou coordonnatrice du secteur « restauration » (cadre d'emploi des adjoints techniques)

2 postes de secrétaire médicale pour le centre municipal de santé (cadre d'emploi des adjoints administratifs ou des rédacteurs)

2 postes de médecin généraliste pour le centre municipal de santé.

L'emploi de médecin généraliste est distinct de celui de médecin territorial au regard des missions confiées aux deux professions et ne correspond à aucun cadre d'emplois de la fonction publique territoriale. Cependant la collectivité a la possibilité de recruter des médecins généralistes contractuels sur le fondement de l'article 3-3 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Les agents contractuels recrutés sur le fondement de cet article occupent des emplois permanents et sont engagés sur des contrats de 3 ans maximum, renouvelable par reconduction expresse dans la limite de 6 ans, à l'issue le contrat est reconduit en CDI.

La rémunération des médecins sera établie par référence à la grille des praticiens hospitaliers fixée en dernier lieu par l'arrêté du 15 juin 2016 modifié relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques exerçant leurs fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements publics de santé. Le niveau de rémunération sera déterminé en fonction de leur titre, diplôme, et expérience, dans la limite de l'échelon maximum de la grille.

Suppressions :

1 poste d'attaché détaché sur l'emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services Solidarités et Affaires sociales

2 postes de rédacteur principal 2ème classe aux services Administration générale et Patrimoine et foncier

1 poste d'adjoint administratif principal 2ème classe au service Communication

5 postes d'adjoint administratif aux services Scolaire, Administration générale, Petite enfance, Finances, Culture

1 poste d'ingénieur agent de développement local

1 poste de technicien au service Bâtiments

1 poste d'adjoint technique principal 2ème classe au service Bâtiments

1 poste d'adjoint technique à temps non complet 27/35èmes au service restauration scolaire

17 postes d'adjoint technique aux services restauration scolaire, petite enfance, sports, bâtiments, cadre de vie, moyens généraux, communication

3 postes de gardien brigadier au service Police municipale

1 poste d'adjoint d'animation 2ème classe

1 poste d'adjoint d'animation à temps non complet 18/35èmes au service périscolaire
 9 postes d'adjoint d'animation aux services scolaire et périscolaire et à la direction jeunesse jeunes adultes.

Les suppressions de poste ont été soumises à l'avis du comité technique du 7 novembre 2019.

- de décider l'inscription des crédits correspondant au budget de la commune.

36 - Modification du tableau des logements de fonction

Par délibération du 10 juillet 2017 modifiée en dernier lieu le 7 février 2019, le conseil municipal a approuvé la liste des logements pouvant faire l'objet d'une attribution pour nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec astreinte. Il y a lieu de supprimer de cette liste le logement attribué par nécessité absolue de service situé 19 rue du Dépôt

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'approuver le nouveau tableau des logements et des fonctions ouvrant droit à attribution suivant:

Logements attribués par nécessité absolue de service :

Bâtiment	Adresse	Type
Complexe sportif G. LENNE (logt 1)	Avenue de l'Europe	F4
Complexe sportif G. LENNE (logt 2)	Avenue de l'Europe	F4
Gymnase des Coteaux	11 allée Georges Bizet	F4
Gymnase des Granges	4 allée Philéas Lebesgue	F4
Salle polyvalente	2 rue du Moustier	F4
Logement Cimetière	19 rue de l'Argillère	F4
Stade du Moustier (logt 1)	3 allée du Comte d'Archiac	F4
Stade du Moustier (logt 2)	3 allée du Comte d'Archiac	F4
Espace culturel Château des Rochers	1 rue Faidherbe (pavillon)	F3
Appartement	78 rue du Général de Gaulle	F6
MASTE	27 rue du Général de Gaulle	F3

Fonctions ouvrant droit à une attribution :

- Gardien et gardien remplaçant de bâtiment communal
- Agent exerçant les attributions de directeur général adjoint chargé des services techniques

Logements attribués par convention d'occupation précaire avec astreinte :

Bâtiment	Adresse	Type	Valeur locative	Loyer mensuel
G.S. Carnot	1 rue Hélène Boucher	F2	287,00 €	143,50 €

G.S. Paul Bert	9 rue Paul Bert	F5	908,00 €	454 €
	1 rue Voltaire	F3	413,00 €	206,50 €

Fonctions ouvrant droit à une attribution :

- Agents de surveillance de la filière technique assurant des astreintes de soirée et nuit en cas de problèmes publics divers
- Astreintes en dehors des heures de travail pour assurer la fermeture des portes du square Philippe Decourtray et des toilettes publiques et l'ouverture et fermeture du cimetière en cas d'indisponibilité de l'agent chargé de cette fonction.

37 - Création d'une astreinte "salles"

Afin de mieux organiser le travail des agents chargés d'assurer l'ouverture, la fermeture et les états des lieux des salles municipales louées par la ville il est opportun de mettre en place une astreinte « salles » organisée de la manière suivante :

Objet de l'astreinte:

assurer les états des lieux d'entrée et de sortie des salles louées

assurer le ménage d'urgence entre 2 locations

assurer l'ouverture et la fermeture des salles de l'espace culturel du Château des Rochers.

Organisation :

L'astreinte est assurée par un agent de l'ECCR, du service « locations de salles » ou du service « moyens généraux » en dehors de ses heures normales de service par roulement d'au minimum une semaine sur deux.

Le calendrier des astreintes est établi mensuellement en fonction du planning de locations. En cas de location inopinée (type location d'une salle dans le cadre d'un décès), elle peut être déclenchée immédiatement.

L'agent d'astreinte est joignable par un téléphone portable dédié.

La création de cette astreinte a été soumise à l'avis du comité technique dans sa séance du 3 décembre 2019.

La période d'astreinte ouvre droit au versement d'une indemnité d'astreinte selon les barèmes prévus par les arrêtés ministériels du 3 novembre 2015 ou du 14 avril 2015 suivant le cadre d'emploi de l'agent . Son montant sera modifié automatiquement en cas de modification de ces arrêtés. Elle ne donne pas droit à repos compensateur.

Les interventions réalisées pendant une période d'astreinte sont indemnisées au titre des heures supplémentaires pour les agents éligibles à l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les dispositions exposées ci-dessus de mise en place d'une astreinte « salles »,
- de décider l'inscription des crédits correspondant au budget de la commune.

38 - Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel a été institué pour la fonction publique d'Etat par le décret 2014-513 du 20 mai 2014.

Les anciens éléments du régime indemnitaire de la plupart des agents étant appelés à disparaître ou à ne plus être applicables aux nouveaux arrivants il est nécessaire de mettre en œuvre ce nouveau dispositif au sein de notre collectivité.

En effet le RIFSEEP est transposable à la fonction publique territoriale en application du principe de parité qui prévoit que le régime indemnitaire des agents territoriaux est fixé dans la limite de celui institué en faveur des agents de la fonction publique d'Etat.

Le décret du 20 mai 2014 institue en lieu et place de la majeure partie des primes et indemnités existantes un régime indemnitaire unique composé de deux parts :

Une part fixe : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée à la nature des fonctions occupées et à l'expérience professionnelle. Elle constitue la partie principale de ce régime indemnitaire.

Une part variable : le complément indemnitaire annuel (CIA) versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Le versement de ce complément indemnitaire n'est pas obligatoire mais la délibération instituant le RIFSEEP doit en prévoir la possibilité.

Les agents sont classés par groupes de fonction suivant la catégorie hiérarchique à laquelle ils appartiennent (A, B ou C).

Les plafonds des parts fixe et variable sont fixés par le conseil municipal par groupe de fonction dans la limite des plafonds applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Le conseil municipal fixe également les critères d'attribution. Le montant attribué à chaque agent sur la base de ces critères est arrêté par l'autorité territoriale.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter les dispositions suivantes :

Il est institué selon les modalités fixées ci après et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel prévu par le décret 2014-513 du 20 mai 2014.

Structure :

Ce régime indemnitaire se compose de deux parties :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée au poste occupé par l'agent

Le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément indemnitaire ne revêt pas de caractère automatique.

Bénéficiaires :

Peuvent bénéficier du RIFSEEP:

Les agents titulaires et stagiaires à temps complet, non complet ou à temps partiel.

Les agents contractuels de droit public en contrat à durée indéterminée ou déterminée à temps complet, non complet ou à temps partiel à l'exception des agents recrutés en application des articles 3 et 3-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (accroissement temporaire d'activité, accroissement saisonnier d'activité et remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels).

Toutefois les agents recrutés en application du 1° de l'article 3 (accroissement temporaire d'activité) peuvent bénéficier du RIFSEEP s'ils sont recrutés pour une durée supérieure ou égale à 12 mois ou s'ils ont atteint une ancienneté supérieure ou égale à 12 mois.

Sont exclus du bénéfice du RIFSEEP :

Les agents recrutés en application des articles 3 et 3-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 à l'exception des agents recrutés en application du 1° de l'article 3 (accroissement temporaire d'activité) s'ils sont recrutés pour une durée supérieure ou égale à 12 mois ou s'ils ont atteint une ancienneté supérieure ou égale à 12 mois.

Les agents vacataires

Les agents rémunérés à l'heure

Les assistantes maternelles

Les agents de droit privé

Cadres d'emplois concernés :

Attachés

Rédacteurs

Adjoint administratifs

Educateurs des APS

Opérateurs des APS

Animateurs

Adjoint d'animation

Assistants socioéducatifs

Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles

Agents sociaux

Médecins

Agents de maîtrise

Adjoint techniques

Attachés de conservation du patrimoine

Bibliothécaires

Conservateurs des bibliothèques

Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Adjoint du patrimoine

Les agents appartenant aux autres cadres d'emploi continuent à percevoir leur régime indemnitaire actuel. Ils seront intégrés dans le régime du RIFSEEP par délibération au fur et à mesure de la parution des arrêtés ministériels en permettant l'application.

Cumuls :

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir (notamment l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires, l'indemnité d'administration et de technicité, l'indemnité d'exercice de mission, la prime de technicité forfaitaire des bibliothécaires et assistant de conservation, l'indemnité forfaitaire de sujétions spéciales des assistants socioéducatifs.

Il est cumulable notamment avec :

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Les indemnités d'astreinte

L'indemnité horaire pour travail normal de nuit

L'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés

La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction

L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections

L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions (notamment les frais de mission et de déplacement)

La prime semestrielle

Détermination des groupes de fonction :

Le nombre de groupes de fonction est fixé pour chaque cadre d'emploi. Il est de 2 à 4 groupes pour la catégorie A, 2 à 3 groupes pour la catégorie B, 2 groupes pour la catégorie C.

Critères de répartition au sein des groupes de fonction :

Les agents sont répartis dans les différents groupes de fonction selon leur cadre d'emploi et leur catégorie selon les critères suivants appréciés au niveau du poste occupé :

Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage et de conception, technicité, expertise et qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions, sujétions particulières et exposition du poste au regard de l'environnement professionnel.

Montants plafond annuels :

Les groupes de fonction et les montants plafonds annuels sont détaillés dans les tableaux figurant en annexe. Ces montants seront automatiquement revalorisés dans les mêmes conditions que les montants applicables aux agents de la fonction publique d'Etat.

Indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise

Le montant individuel est fixé par l'autorité territoriale au sein de chaque groupe de fonction en tenant compte des critères suivants :

Encadrement, coordination, pilotage et conception

Technicité, expertise et qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions

Sujétions particulières et exposition du poste au regard de l'environnement professionnel

Expérience professionnelle acquise par l'agent notamment au regard des acquis enrichissant et élargissant le bagage fonctionnel.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen:

Au minimum tous les 4 ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise ou à l'issue de la première période de détachement pour les emplois fonctionnels

En cas de modification de la fiche de poste

En cas de changement de poste

En cas de changement de groupe de fonction

Le réexamen n'entraîne pas nécessairement une revalorisation de son montant. Il peut aussi entraîner une diminution liée à la cotation du poste.

Modalités de versement

L'IFSE est versée mensuellement. Elle est versée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire.

Modalités de versement en cas d'absence prolongée :

Le versement de l'IFSE est réduit de 50% après 6 mois de placement en :

Congé de maladie ordinaire

Congé de longue maladie

Congé de grave maladie

Congé de longue durée

Disponibilité d'office

Congé pour invalidité temporaire imputable au service

Congé pour accident de travail ou maladie professionnelle

Maintien à titre individuel

En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 si le montant indemnitaire mensuel que percevait un agent avant la mise en place de l'IFSE est supérieur au plafond fixé pour son groupe de fonction ce montant lui sera maintenu sauf changement d'affectation sur un poste bénéficiant d'un régime indemnitaire inférieur.

Complément indemnitaire annuel

Le montant du CIA est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale en fonction des résultats de l'évaluation professionnelle et de la manière de servir de l'agent. Il est facultatif.

Il est fixé par arrêté et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Critères d'appréciation :

Le CIA pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle, de l'investissement de l'agent et de son sens du service public selon les critères suivants :

Capacités d'encadrement

Exercice de fonctions d'un niveau supérieur

Prise d'initiative ou force de propositions

Résultats professionnels obtenus eu égard aux objectifs individuels ou collectifs fixés dans l'année

Qualités relationnelles

Manière de servir, respect des procédures et des directives

Missions ponctuelles complémentaires

Le CIA pourra être versé mensuellement, semestriellement ou annuellement.

Modalités de versement en cas d'absence prolongée :

Le versement du CIA est réduit de 50 % après 6 mois de placement en

Congé de maladie ordinaire

Congé de longue maladie

Congé de grave maladie

Congé de longue durée

Disponibilité d'office

Congé pour invalidité temporaire imputable au service

Congé pour accident de travail ou maladie professionnelle

Mise en œuvre :

La mise en œuvre du RIFSEEP se fera au fur et à mesure de la notification des arrêtés individuels d'attribution. Jusqu'à cette notification les agents continueront à percevoir les éléments de leur régime indemnitaire actuel dans les conditions fixées par les délibérations les instituant.

- de décider l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune.

ANNEXE

Groupes de fonction

Catégorie A

Montants de référence	Cadres d'emploi					
	Attachés	Bibliothécaires	Attachés de conservation du patrimoine	Assistants socio-éducatifs	Médecins	Conservateurs des bibliothèques
Plafond annuel de l'IFSE sans logement pour nécessité absolue de service						
Groupe 1	36 210 €	29 750 €	29 750 €	11 970 €	43 180 €	34 000 €
Groupe 2	32 130 €	27 200 €	27 200 €	10 560 €	38 250 €	31 450 €
Groupe 3	25 500 €				29 495 €	29 750 €
Groupe 4	20 400 €					
Plafond annuel de l'IFSE avec logement pour nécessité absolue de service						
Groupe 1	22 310 €	29 750 €	29 750 €	11 970 €	43 180 €	34 000 €
Groupe 2	17 205 €	27 200 €	27 200 €	10 560 €	38 250 €	31 450 €
Groupe 3	14 320 €				29 495 €	29 750 €
Groupe 4	11 160 €					
Plafond annuel du CIA						
Groupe 1	6 390 €	5 250 €	5 250 €	1 630 €	7 620 €	6 000 €
Groupe 2	5 670 €	4 800 €	4 800 €	1 440 €	6 750 €	5 550 €
Groupe 3	4 500 €				5 205 €	5 250 €
Groupe 4	3 600 €					

Catégorie B

Montants de référence	Cadres d'emploi	
	Rédacteurs, Educateurs des APS, Animateurs	Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques
Plafond annuel de l'IFSE sans logement pour nécessité absolue de service		
Groupe 1	17 480 €	16 720 €
Groupe 2	16 015 €	14 960 €
Groupe 3	14 650 €	
Plafond annuel de l'IFSE avec logement pour nécessité absolue de service		
Groupe 1	8 030 €	16 720 €
Groupe 2	7 220 €	14 960 €
Groupe 3	6 670 €	
Plafond annuel du CIA		
Groupe 1	2 380 €	2 280 €
Groupe 2	2 185 €	2 040 €
Groupe 3	1 995 €	

Catégorie C

Montants de référence	Cadres d'emploi
	Adjoints administratifs Adjoints techniques Agents de maîtrise A.T.S.E.M. Agents sociaux Opérateurs des A.P.S. Adjoints du patrimoine Adjoints d'animation
Plafond annuel de l'IFSE sans logement pour nécessité absolue de service	
Groupe 1	11 340 €
Groupe 2	10 800 €
Plafond annuel de l'IFSE avec logement pour nécessité absolue de service	
Groupe 1	7 090 €
Groupe 2	6 750 €
Plafond annuel du CIA	
Groupe 1	1 260 €
Groupe 2	1 200 €

39 - Rémunération de médecins vacataires

Dans le cadre de l'ouverture du centre municipal de santé il pourra être nécessaire de recourir à des médecins pour assurer des missions médicales spécifiques et ponctuelles afin de renforcer ou compléter l'activité des médecins permanents. Ces médecins seront rémunérés à la vacation après service fait sur la base d'un taux horaire.

Ils n'auront pas le statut d'agent contractuel.

La rémunération se fera mensuellement au vu d'un état récapitulatif des heures effectuées, certifié par l'ordonnateur.

Il est envisagé une rémunération de l'ordre de 50 € net par heure.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe du recours à des médecins vacataires en tant que de besoin pour le bon fonctionnement du centre municipal de santé,
- de fixer le taux de vacation à 62,25 € brut par heure,
- de décider l'inscription des crédits correspondant au budget de la commune.

40 - Participation de l'employeur à l'acquisition de titres restaurant

Par délibération du 10 juillet 2017 le conseil municipal a décidé le maintien de la prestation d'action sociale « titres restaurant » aux conditions suivantes (dans les limites et conditions fixées par les articles R 3262-1 et suivants du code du travail): carnet de 20 tickets mensuels d'une valeur faciale de 2 € avec une participation patronale de 50%.

Dans le cadre du budget 2020 il est envisagé, à compter du 1er février 2020, de porter la valeur faciale des titres restaurant à 5 € avec une participation patronale maintenue à 50 % et un nombre de tickets porté à 16.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification de la prestation d'action sociale « titres restaurant » à compter du 1er février 2020, portant la valeur faciale des titres restaurant à 5 € avec une participation patronale maintenue à 50 % et un nombre de tickets porté à 16,
- de décider l'inscription des crédits correspondant au budget de la commune.

PETITE ENFANCE

41 - Avenants - Convention d'objectifs et de financement CAF « Prestation de service unique »

Les conventions d'objectifs et de financement en date du 12/01/2018 signés avec la Caisse d'Allocations Familiales encadrent le versement de la prestation de service, le suivi des engagements et l'évaluation des actions, ainsi que les conditions d'accès au portail partenaires.

La CAF a soumis à la Ville de Nogent-sur-Oise des avenants concernant des modifications portant sur les conditions générales et particulières, les conditions d'éligibilités et d'octroi des nouveaux bonus "mixité sociale" et "inclusions handicap". Ces avenants intègrent également des éléments sur la généralisation de la participation à l'enquête Filoué.

Afin de continuer à bénéficier de la subvention attribuée pour l'accueil de jeunes enfants dans les structures nogentaises, il convient de signer les avenants aux conventions entre la Ville de Nogent-sur-Oise et la Caisse d'Allocations Familiales pour les structures suivantes : l'Îlot Câlin, Croque Sourire, Cap Canailles.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les avenants aux conventions d'objectifs et de financement en date du 12/01/2018 signés avec la Caisse d'Allocations Familiales,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ces avenants.

42 - Avenant à la Convention Mutualité Sociale Agricole « Prestation de service unique »

Dans le cadre de sa politique de développement des équipements et services pour l'accueil des jeunes enfants, la Mutualité Sociale Agricole (MSA) participe au fonctionnement des structures d'accueil du jeune enfant.

La Ville et la MSA Picardie sont signataires d'une convention PSU AJE, en date du 1^{er} janvier 2016.

Une circulaire CNAF du 5 juin 2019 prévoit l'évolution du barème national des participations familiales à compter du 1^{er} septembre 2019.

Afin de répondre favorablement à ces nouvelles dispositions et de continuer à percevoir les subventions liées à l'accueil d'enfants ressortissants du régime de la MSA dans les structures petite enfance de Nogent-sur-Oise, il convient de signer un avenant à la convention relative à la prestation de service unique pour l'accueil du jeune enfant signée avec la MSA Picardie.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider l'avenant à la convention en date du 1^{er} janvier 2016 relative à la prestation de service unique pour l'accueil du jeune enfant signée avec la MSA Picardie,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant.

SCOLAIRE ET PÉRISCOLAIRE

43 - Dotations scolaires 2020

La commune prend en charge la totalité des dépenses de fonctionnement des écoles primaires.

Pour l'achat de matériel et de fournitures scolaires, le conseil municipal fixe chaque année un forfait par élève. Ce forfait sera identique à 2019 :

- Forfait de 36 € / enfant pour les écoles maternelles ;
- Forfait de 39 € / enfant pour les écoles élémentaires (y compris pour les enfants en classe ULIS).

Pour le fonctionnement des classes, le budget total serait donc fixé pour l'année 2020 à :

43 200 € pour les écoles maternelles ;
69 966 € pour les écoles élémentaires.

Pour le fonctionnement des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Enfants en Difficulté (RASED)

- Forfait de 914 € par enseignant spécialisé.

Total de 4 570 € pour 2 postes de psychologues scolaires, 2 postes de maître E et 1 poste de maître G.

Pour le fonctionnement des Unités Pédagogiques pour Elèves Allophones Arrivants (UPE2A)

- Forfait de 489 € par enseignant spécialisé.

Total de 978 € pour 2 postes d'enseignants.

Pour le fonctionnement des cours ELCO, un budget de 350 €. Ce budget est utilisé pour l'achat de matériel scolaire (cahier, carnets...)

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'approuver les dispositions liées au budget 2020 des écoles maternelles et élémentaires de la Ville pour l'année 2020,

A savoir :

- un forfait par enfant de 36 € pour les écoles maternelles, 39 € pour les écoles élémentaires ;
- un forfait de 914 € par enseignant spécialisé du RASED ;
- un forfait de 489 € par enseignant des UPE2A ;
- un budget de 350 € pour le fonctionnement des cours ELCO.

44 - Subventions aux coopératives et associations scolaires - Année 2020

Dans le cadre des sorties scolaires organisées par les écoles primaires, la collectivité propose d'apporter son concours sous forme de subvention de fonctionnement versée directement aux coopératives et aux associations scolaires. A la suite de ces sorties, des pièces justificatives doivent être fournies par chaque direction d'école.

Il est demandé au Conseil Municipal :

De reconduire pour 2020 le budget à l'identique par rapport à l'année 2019 :

- **109,45 €** par classe pour les écoles maternelles ;
- **24,10 €** par enfant scolarisé en classe de CM2 pour les écoles élémentaires.

Pour ce qui est des écoles élémentaires, la subvention versée peut être destinée à l'ensemble des enfants scolarisés dans cette école.

D'autoriser le versement de la subvention pour chaque école :

Maternelle Paul Bert (10 classes)	1 094.50 € arrondi à 1 094 €
Maternelle Carnot (6 classes)	656.70 € arrondi à 657 €
Maternelle Jean Moulin (7 classes)	766.15 € arrondi à 766 €
Maternelle Obier (8 classes)	875.60 € arrondi à 876 €
Maternelle Françoise Dolto (4 classes)	437.80 € arrondi à 438 €
Maternelle Madeleine Brès (6 classes)	656.70 € arrondi à 657 €
Maternelle des Coteaux (5 classes)	547.25 € arrondi à 547 €
Elémentaire Paul Bert (84 cm2)	2 024.40 € arrondi à 2 024 €
Elémentaire Carnot (77 cm2)	1 855.70 € arrondi à 1 856 €
Elémentaire Jean Moulin (30 cm2)	723 €
Elémentaire Obier (65 cm2)	1 566.50 € arrondi à 1 566 €
Elémentaire Charpak (73 cm2)	1 759.30 € arrondi à 1 759 €
Elémentaire Jules Verne (35 cm2)	843.50 € arrondi à 843 €

Les crédits nécessaires seront imputés au compte 6574, fonctions 211 et 212.

45 - Indemnité représentative de logement des instituteurs - Exercice 2019

En application des lois Ferry du 30 octobre 1886 et du 19 juillet 1889, les communes sont tenues de loger les instituteurs qui en font la demande. Si aucun logement n'est disponible elles doivent leur verser une indemnité représentative de logement (IRL). Depuis 1983, l'Etat compense aux communes cette charge obligatoire au moyen d'une Dotation Spéciale pour le logement des Instituteurs (DSI). Le montant unitaire de cette dotation est ajusté chaque année. Cette DSI s'est élevée à 2 808 € par instituteur logé pour l'année 2018.

Afin de permettre aux services de l'Etat d'arrêter le taux de revalorisation de l'IRL pour l'année 2019, les services de la Préfecture indique que le taux d'évolution de l'indice des prix hors tabac observé entre les mois de mai 2018 et 2019 est de 0.90 %.

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'approuver le taux d'évolution de 0.90 % de revalorisation de l'Indemnité représentative de logement (IRL) pour l'année 2019.

46 - Nouvelles dispositions concernant le paiement des classes de découvertes

Le conseil municipal du 09 juillet 2015 a fixé la grille tarifaire des classes de découvertes en y détaillant des dispositions particulières concernant les familles avec plusieurs enfants concernés par les départs ainsi que les familles bénéficiant du tarif nogentais alors qu'elles résident à l'extérieur parce qu'elles ont une attache suffisante particulière avec la commune.

Il convient à présent d'y ajouter les dispositions suivantes :

- Les parents ont la possibilité de payer le voyage de leur(s) enfant(s) en plusieurs fois au guichet unique. Lors de leur première visite ils devront inscrire l'enfant et verser au moins la somme correspondant à 15 % du prix du voyage ;
- Cette somme ne sera pas reversée aux parents s'ils ont pris la décision de ne plus faire partir l'enfant sans motif valable (justificatifs à transmettre en cas de maladie de l'enfant, décès dans la famille).
- Les communes extérieures peuvent décider de participer financièrement à la classe de découverte des enfants dont les parents résident dans leur commune. Dans ce cas, les parents devront prendre l'initiative de se rapprocher de leur Mairie. La commune concernée devra transmettre toutes les pièces nécessaires à la prise en compte de cette recette par la ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'approuver les nouvelles dispositions concernant le paiement des classes de découvertes organisées pour les élèves des écoles élémentaires.

A savoir le paiement d'au moins 15 % du prix du voyage lors du premier versement en sachant que cette somme ne sera remboursée qu'en cas de motif valable.

Si l'élève partant réside dans une autre commune, cette dernière peut décider de participer au voyage. Dans ce cas, la famille la sollicitera et la commune transmettra toutes les pièces nécessaires.

D'autoriser Monsieur le maire à signer toutes les pièces s'y afférant.

47 - Modifications à apporter aux règlements intérieurs des accueils périscolaires

Suite au passage de la semaine d'école à quatre jours, le Conseil Municipal a approuvé lors de sa séance du 28 septembre 2017 la dernière version de chaque règlement intérieur des accueils périscolaires (accueil méridien et accueil périscolaire du matin et du soir).

Depuis cette date, il apparaît nécessaire d'apporter quelques ajustements. L'objectif poursuivi est d'améliorer l'information aux familles sur le fonctionnement et sur les règles applicables au sein de ces services.

Sont précisées les considérations suivantes :

Pour les deux règlements intérieurs :

- Le guichet unique remplace le service scolaire ;
- La famille doit obligatoirement compléter un dossier unique d'inscription auprès du guichet unique (dossier unique et règlement disponibles sur le site internet de la ville) ;

- Les enfants scolarisés en petite section se rendent aux toilettes accompagnés des animateurs. Dans leur intérêt, pour leur assurer une bonne intégration dans le groupe et pour des questions d'hygiène, ils ne portent pas de couches culotte ;

- Les enfants peuvent rapporter des petits jeux de chez eux (cartes Pokémon...) en revanche l'animateur et la responsable ne gèrent pas les situations de perte. L'enfant reste responsable de ce qu'il apporte. En cas de dispute, l'animateur confisque le jeu et le rend à l'enfant à 13h20/18h45 ;

- La facturation est calculée le mois suivant les consommations et est à payer avant le fin du mois de production de la facture (papier ou en format dématérialisée sur le KF de la famille) ; les familles pourront payer leur facture auprès de la trésorerie Municipale de Creil à réception de l'avis de somme à payer ;

- Aucun enfant n'est remis à un adulte pendant le trajet entre l'école et la restauration scolaire/le site périscolaire.

Pour le règlement intérieur du temps périscolaire méridien :

- **Le nombre de sites de restaurations scolaires** (préambule) : quatre restaurants scolaires municipaux et deux collèges assurent l'accueil des enfants ;

- **les sites d'accueils** (préambule) :

Restauration scolaire du Château des Rochers : les enfants des écoles maternelles Obier et Jean Moulin ;

Collège Marcelin Berthelot : les classes de CM1, CM2 de l'école élémentaire Paul Bert ;

Collège Edouard Herriot : les classes de CM1, CM2 de l'élémentaire de l'Obier.

- **Les modalités d'inscription et d'accès (partie I) :**

L'enfant de l'école élémentaire inscrit qui déclare à l'animateur devoir quitter seul l'école à 11h30 pourra le faire seulement s'il présente à l'animateur une autorisation écrite du responsable légal, celle-ci devra paraître sur une feuille libre que l'animateur pourra récupérer ;

- **Les règles de vie (partie IV) :**

Si malgré cette mise au point, l'enfant ne change pas d'attitude, un livret de suivi du comportement de l'enfant peut être mis en place. Le suivi se fait sur une période d'1 mois en concertation avec les parents. Au bout de cette période un rendez-vous est organisé avec les parents et les représentants de la mairie afin de rendre compte du comportement de l'enfant.

Une exclusion temporaire d'une semaine ou définitive peut être prononcée si l'attitude de l'enfant ne permet pas d'assurer la sécurité du groupe.

- **Allergie alimentaire et traitement médical (partie V) :**

Le document du PAI complété ainsi que les médicaments nécessaires sont transmis à la Mairie par les parents. Ils doivent déposer également un sac à dos (taille adulte, avec le nom, prénom et classe de l'enfant inscrit dessus) afin que les animateurs puissent avoir le traitement de manière pratique et tout en sécurité dès la récupération de l'enfant jusqu'au retour à l'école.

Pour le règlement intérieur du temps périscolaire :

- **Retard des parents après 18h45 (partie 3.3)**

Dès 19h15, sans nouvelle des responsables légaux, le coordonnateur de l'accueil périscolaire transmet l'information aux agents de la police municipale qui se déplacent sur site et accompagnent l'enfant jusqu'au commissariat de police de Creil. Les responsables légaux concernés par cette situation sont ensuite reçus en Mairie par le responsable.

- **Récupération des enfants par des personnes autres que les responsables légaux (partie 8.4)**

Aucun enfant accueilli sur les sites n'est remis à une personne qui n'est pas âgé d'au moins 14 ans ; Le nom de cette personne devra figurer sur la fiche d'inscription de l'enfant. Des justificatifs peuvent être demandés.

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'adopter la mise à jour de chaque règlement intérieur des accueils périscolaires tel qu'annexé au présent rapport (accueil méridien et accueil périscolaire du matin et du soir).

Ces mises à jour font références en grande partie à des précisions concernant la prise en charge des enfants et leur sécurité. Il est également question du guichet unique et à un complément d'informations sur la facturation et le paiement.

d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la mise en œuvre de ces règlements intérieurs.

JEUNESSE ET JEUNES ADULTES

48 - Tarifs Séjour ski 2020

Afin de faire découvrir le milieu montagnard lors de la saison touristique d'hiver et de faciliter l'accès aux sports d'hiver au plus grand nombre, la ville en partenariat avec ADAV organise un séjour hiver au Collet D'Allevard (Isère) du 15 au 22 février 2020 à destination des 6-17ans pour 60 places. Les tarifs sont les suivants :

Tarifs Nogentais et extérieurs :

Q.F.	Participation CAFO	Calcul de la participation familiale		Montant du séjour à la charge des familles	Versement d'un acompte de 30 % à la réservation si autre mode de paiement que bon CAFO	Coût global du séjour par enfant
		%	Montant			
0-400	400 €	15 %	105,75 €	Bon CAFO	31,73 €	705,00 €
401-600	400 €	25 %	176,25 €	Bon CAFO	52,88 €	
601-800	0 €	33 %	232,65 €	232,65 €	69,80 €	
801-1000	0 €	40 %	282,00 €	282,00 €	84,60 €	
1001-1200	0 €	45 %	317,25 €	317,25 €	95,18 €	
>1200	0 €	55 %	387,75 €	387,75 €	116,33 €	
extérieurs	0 €	100 %	705,00 €	705,00 €	211,50 €	

Tarif sur présentation du pass'Agglo :

Q.F.	Tarif Pass'Agglo	Acompte
0-400	405 €	121,50 €
401-600	440 €	132 €
601-800	469 €	141 €
801-1000	493,50 €	148 €
1001-1200	511 €	153 €
>1200	546 €	170 €

Participation des familles :

La participation des familles comprise entre 15 et 55 % du coût total par enfant est calculée sur la base du quotient familial et en tenant compte des aides de la C.A.F. La ville prendra en charge le coût résiduel (hors extérieurs). Un acompte de 30 % sera demandé, lors de l'inscription. Les acomptes ne sont pas remboursés aux familles si l'enfant ne part pas en séjour, sauf cas particuliers mentionnés au règlement intérieur.

Le tarif comprend le transport, l'hébergement en pension complète, les activités, la location de matériel, l'assurance et l'encadrement.

Dispositions particulières :

Certaines familles résidant à l'extérieur de Nogent-sur-Oise ont un lien suffisant avec la commune pour bénéficier des tarifs nogentais, il s'agit des :

- Salariés de la mairie,
- Personnes payant des impôts sur la commune (commerçants, artisans,...),
- Couples partageant la garde alternée de leur(s) enfant(s) lorsque l'un des parents réside à Nogent-sur-Oise,
- Familles nogentaises en grande précarité, celles-ci bénéficieront du tarif minimum (ex: familles hébergées au C.A.D.A).

Il est demandé au Conseil Municipal :

De valider les tarifs du séjour ski 2020 et les dispositions particulières.

TECHNIQUE ET PROJETS URBAINS

49 - Opération de Revitalisation des Territoires avenant à la convention Action Coeur de Ville

Vu la convention Action cœur de Ville Creil signé le 4 juillet 2018,

Vu la loi Elan en date du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

Vu la circulaire Opérations de Revitalisation de Territoire (ORT) en date du 4 février 2019 relative à l'accompagnement par l'Etat des projets d'aménagement des territoires,

Vu la délibération du Conseil municipal de Nogent sur Oise du 10 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération Creil Sud Oise du 12 décembre 2019,

Vu l'avis favorable du comité municipal citoyen du 3 décembre 2019,

Considérant que :

1. Les principes d'une ORT

L'objet de l'ORT

Telle que définie par la circulaire du Circulaire du 4 février 2019 relative à l'accompagnement par l'Etat des projets d'aménagement des territoires (Cf. loi Elan), « l'Opération de revitalisation de territoire vise prioritairement à lutter contre la dévitalisation des centres villes en s'appuyant sur deux principes :

- Développer une approche intercommunale, notamment pour éviter des contradictions dans les stratégies urbaines, commerciales et de développement de l'habitat qui peuvent conduire à développer en périphérie une offre concourant à dévitaliser le centre-ville ;
- Disposer d'un projet d'intervention formalisé intégrant des actions relevant de différentes dimensions (habitat, urbanisme, commerces, économie, politiques sociales,...) dont la mise en œuvre doit être coordonnée. En effet, la formalisation du projet permet de lui donner une légitimité « politique » et une visibilité indispensable pour la mobilisation des financeurs. Elle légitime et favorise l'émergence d'une direction de projet pour travailler de façon transversale, réduire les coûts de coordination et rendre plus fluide l'action publique.
- L'ORT est un cadre partenarial intégrateur qui se matérialise par une convention signée entre l'EPCI, la ville principale de l'EPCI, tout ou partie de ses autres communes-membres volontaires, l'État et ses établissements publics, ainsi qu'avec toute personne publique ou privée susceptible d'apporter son soutien ou de prendre part à des opérations prévues par le contrat. Elle vaut OPAH lorsque son volet habitat comprend l'ensemble des items mentionnés à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation. ».

Un nouvel article du code de la construction et de l'habitation (Art. L.303-2 du CCH) précise l'ensemble des objets que les ORT peuvent se voir assignées, à savoir « la mise en œuvre d'un projet global de territoire destiné à adapter et moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain

de ce territoire pour améliorer son attractivité, lutter contre la vacance des logements et locaux commerciaux, et artisanaux, ainsi que contre l'habitat indigne, réhabiliter l'immobilier de loisir, valoriser le patrimoine bâti et réhabiliter les friches urbaines, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable ».

Cette convention est destinée à constituer le cadre juridique structurant les actions publiques en faveur de la revitalisation des territoires, que les collectivités soient bénéficiaires ou pas du plan gouvernemental « Action Cœur de Ville ».

Dans le cas de l'agglomération Creil Sud Oise, la convention Action Cœur de ville Creil ayant été signée en 2018, la création de l'ORT prend la forme d'un avenant à la convention Action Cœur de Ville qui :

- formalise la phase de déploiement du plan d'action Action Cœur de ville Creil en s'appuyant sur le bilan de la phase d'initialisation (2018 – 2019) et transforme son périmètre en secteur d'intervention ORT,
- Et crée une ORT intercommunale sur le territoire stratégique du cœur de l'agglomération, de manière à intégrer d'autres secteurs d'intervention et d'autres communes.

Les signataires de la convention ORT

Les signataires sont l'État, ses établissements publics (Caisse des Dépôts, ANAH, ANRU...), l'ACSO et les communes de Creil, Montataire et Nogent-sur-Oise, l'EPFLO. La convention peut également concerner d'autres personnes publiques (Ex. : région, département...) et des personnes privées susceptibles d'apporter un soutien ou de prendre part à la réalisation des opérations (Ex. : SNCF, etc.).

2. Le contenu de la convention

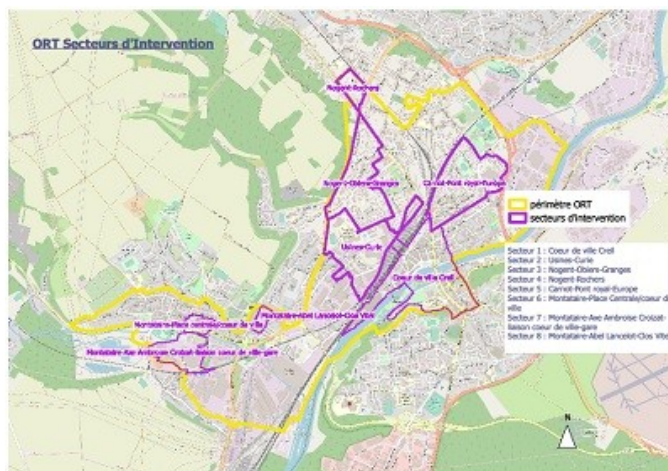
La convention précise la stratégie territoriale sur le périmètre ORT et vise à inscrire dans une même dynamique :

- les opérations d'aménagement développées dans le cœur urbain de l'agglomération à court et moyens termes, par l'ACSO, les villes et leurs partenaires, notamment le grand projet urbain Gare Cœur d'Agglo (GCA) et les opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage des communes,
- ainsi que les politiques publiques complémentaires accompagnant la mutation urbaine de ces secteurs :
 - o traitement de l'Habitat dégradé, lutte contre l'Habitat indigne, relogement et accompagnement des locataires, offre nouvelle diversifiée,
 - ☞ A ce titre, l'ORT vaudra OPAH sur l'ensemble du périmètre stratégique (s'inscrivant dans le futur OPAH à l'échelle des 11 communes de l'ACSO) et l'ORT vaudra OPAH RU sur les secteurs 1 (Creil), 5 (Nogent) et 6 (Montataire), sous réserve de la validation par l'ANAH des actions proposées suite aux études de repérage et de faisabilité.
 - o redynamisation commerciale et économique,
 - o requalification des friches industrielles,
 - o meilleure insertion urbaine de l'activité industrielle,
 - o amélioration des continuités et cohérences urbaines entre les centres villes de Creil, Montataire et Nogent-sur-Oise et dans le cœur de l'agglomération,
 - o développement des modes de transport durable.

Les actions seront développées selon 6 axes d'intervention :

Axe 1 - De la Réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'Habitat en centres villes
Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré.
Axe 3 – Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions.
Axe 4 – Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine.
Axe 5 – Fournir l'accès aux équipements et services publics.
Axe 6 - Réintroduire la nature en ville, améliorer l'environnement et favoriser la Biodiversité

3. Le périmètre stratégique et les secteurs d'intervention



Huit secteurs d'intervention sont définis. Le secteur 1 concerne le centre-ville de Creil et objet de la convention initiale Action Cœur de Ville. Le secteur 2 concerne le quartier des Usines et Curie à Creil, Nogent et Montataire, comprenant ainsi le Lycée Marie Curie et le site Sernam sur le territoire de la commune, avec comme pilote des actions la Communauté d'Agglomération notamment dans le cadre du projet Gare Cœur d'Agglo. Les secteurs d'intervention 3, 4 et 5 concernent le territoire de Nogent sur Oise et sont définis ci-dessous. Les secteurs d'intervention 6, 7 et 8 concernent la commune de Montataire, dont son centre-ville.

3.1 Secteur d'intervention 3 : Nogent - Obier – Granges



Le quartier Obier Granges est un secteur qui a connu une urbanisation majeure dans la seconde moitié du 20e siècle, désormais lieu de vie d'un tiers de la population

nogentaise. Ce quartier a été le sujet de renouvellement urbain au travers du PRU Obier Grange, arrivant à échéance le 31 décembre 2019, et qui a permis de réaliser des opérations d'habitat de grande envergure, d'équipement et d'espaces publics.

Le quartier présente une situation particulière dans le cœur urbain de l'agglomération. L'étude urbaine ANMA relative au grand projet urbain GCA le positionne sur un axe qui relie les coteaux sud et nord de l'agglomération via la zone centrale de la gare. Dans la limite immédiate du lycée Marie Curie et du parc Hébert, il relie le centre-ville de Nogent-sur-Oise au futur parvis Nord de la gare, notamment à travers de futures continuités douces (corridors verts de GCA).

Les thématiques prioritaires à aborder dans ce secteur concernent ainsi des opérations d'aménagement d'équipements et d'espaces publics, de mobilité intra quartier et en liaison avec le pôle gare et une polarité commerciale complémentaire aux autres en cœur d'agglomération.

Parmi les première opérations à réaliser sont notamment prévues l'aménagement d'un parc urbain dans le quartier de l'Obier (qualité de vie des habitants et équipements à destination du public), la requalification des abords du nouveau équipement socio culturel et sportif « Gymnasion » dans le quartier de l'Obier (équipement public et mobilité des habitants dans le quartier et vers le centre-ville et le pôle gare), ou encore la requalification de l'îlot Curie avec une opération de construction d'habitat public et de commerces dans le quartier des coteaux (polarité commerciale, commerces de proximité pour les quartiers alentours en complémentarité des pôles de centre-ville).

3.2 Secteur d'intervention 4 : Nogent – Rochers



Le secteur des Rochers représente une priorité d'intervention sur la copropriété dégradée de la commanderie et ses abords. La copropriété est placée sous gestion d'un administrateur judiciaire provisoire. Son état financier est estimé non redressable et une procédure de carence est en projet sur l'ensemble de ses 3 bâtiments.

Elle est inscrite dans le Plan Initiatives Copropriétés depuis le 19 septembre 2019.

Dans un premier temps, d'ici fin 2019, une convention d'urgence de portage immobilier doit être passée avec le partenaire CDC Habitat. L'année 2020 sera celle des études nécessaires à la constitution du dossier de carence, avec l'objectif premier d'aboutir en 2021 à une décision judiciaire de carence et, en parallèle à la sélection d'un concessionnaire en charge de la dissolution physique de la copropriété, du relogement, et de la démolition des bâtiments.

La démolition d'un bâtiment de 20 logements, le « Faidherbe », propriété de la ville, est également prévue. Des aménagements urbains verront le jour dans le quartier avec une reconstitution sur place d'une offre de logements à hauteur de 50% des démolitions, des équipements publics, des cellules à vocation commerciales et des espaces publics.

3.3 Secteur d'intervention 5 : Carnot – Pont royal - Europe



Le secteur Carnot fait l'objet d'une attention particulière sur son volet habitat. Il est identifié comme nécessitant une intervention renforcée sur l'habitat privé dégradé, avec des copropriétés identifiées. Le quartier est directement concerné dans le cadre des procédures mises en place de lutte contre l'habitat indigne avec la déclaration et l'autorisation de louer, le permis de louer.

Il fera l'objet d'une étude de repérage et de faisabilité dans le cadre de l'OPAH RU. Des opérations seront décidées ensuite en fonction d'adresses et de natures d'interventions identifiées.

Ce secteur comprend aussi, à l'extrémité est, le parc de la vallée, une résidence locative publique inscrite comme quartier de veille de la politique de la ville, sujet d'attention quant à une future rénovation.

La zone située au sud du Pont-Royal, également incluse dans ce secteur, est concernée par les thématiques à vocation économique et d'habitat.

Enfin, le secteur de l'avenue de l'Europe présente également des enjeux d'une part économique avec la zone commerciale située autour du Auchan, et d'autre part de mobilité dans le cadre d'une continuité est-ouest entre cette zone et le pôle gare.

3.4 Evolution des périmètres

Il est à noter que le périmètre stratégique de l'ORT et les périmètres d'intervention sont susceptibles de connaître des évolutions dans le temps, en lien avec la prise en compte de nouveaux objectifs stratégiques et la maturation de nouveaux secteurs d'aménagement.

Ces évolutions seront formalisées dans le cadre d'avenant.

4. La durée de la convention

Il est proposé une durée de 10 ans compte tenu de l'envergure et du calendrier du projet urbain Gare Cœur d'agglo mais aussi du volumes d'actions à développer pour traiter l'habitat dégradé et du temps nécessaire au renouveau d'attractivité du territoire. Les financements publics devront s'étaler dans le temps sur plusieurs cycles d'opérations (ZAC, ZAD, OPAH, OPAH RU, etc.).

5. La gouvernance

Afin de minimiser le poids de leur gestion pour l'ensemble des parties prenantes, le dispositif ACV Creil et l'ORT Cœur d'agglomération Creil sud Oise feront l'objet d'un pilotage conjoint.

- Le pilotage de ACV Creil - ORT Cœur d'agglomération est assuré par le comité local de l'ORT composé des membres suivants : Président de l'EPCI, les maires des villes incluses dans le périmètre stratégique de l'ORT (Creil, Montataire, Nogent-sur-Oise), le représentant de l'Etat, la Région, le Département, l'EPFLO, l'Anah, Action Logement, la Banque des territoires, signataires de la convention.
- Le comité local de l'ORT est coprésidé par le Président de l'ACSO (EPCI) et le Maire de Creil (ville principale), tel que prévu par la loi.
- L'ordre du jour est établi d'un commun accord entre le Président de l'EPCI et les Maire des communes concernées.

L'avenant est proposé dans la présente délibération sous réserve de sa validation par le comité régional Action Cœur de ville lors de sa réunion du 11 décembre 2019 .

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'approuver la création de l'Opération de Revitalisation Territoriale Cœur d'agglomération, selon le périmètre ci-annexé,

D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention Action cœur de Ville Creil, ci-annexé.

50 - Convention d'urgence pour la copropriété La Commanderie avec CDC Habitat

La copropriété La Commanderie a été édifiée dans les années 1960. Elle comprenait initialement 438 logements répartis en sept bâtiments (C, D, E, F, G, H et J) et des bâtiments de box dont il n'existe aujourd'hui que le bâtiment K.

Depuis 2002, la copropriété est sous administration provisoire, AJ Associés étant l'administrateur actuel. Face à la dégradation de la situation de la copropriété, les instances publiques sont intervenues dès 2004 à travers deux plans de sauvegarde et un projet de renouvellement urbain. Dans le cadre de ces dispositifs, plusieurs bâtiments ont été expropriés et démolis. Les espaces fonciers non bâtis ont été repris par la collectivité, des opérations d'aménagement urbains ont été menées avec la construction d'habitat diversifié, de nouveaux équipements publics et une requalification des espaces publics. Aujourd'hui, La Commanderie est une copropriété composée de 3 bâtiments d'habitation (D, E, G), regroupant 142 logements.

Malgré les interventions publiques massives, la Commanderie reste aujourd'hui très fragile, constatée par plusieurs études récentes et indépendantes. Sa situation financière reste très dégradée et qualifiée de non redressable sans une intervention publique forte, et des désordres techniques importants subsistent.

Face à cette situation, la Préfecture de l'Oise, la Commune de Nogent-sur-Oise et la Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise ont décidé de mettre en œuvre une opération de carence en vue du recyclage de la copropriété. La copropriété a déjà ainsi été inscrite au Plan Initiatives Copropriétés (PIC) national par le comité régional de l'habitat et de l'hébergement, instance de l'Etat, le 19 octobre 2019.

CDC Habitat Social, société anonyme d'habitation à loyer modéré, filiale de CDC Habitat, est engagée dans la mise en œuvre des stratégies d'intervention publiques en faveur de la dignité de l'habitat et, conformément aux dispositions de l'article L 411-2 du code de la construction et de l'habitation, peut être chargée d'un service d'intérêt général lorsqu'elle assure la gestion ou l'acquisition en vue de leur revente, de logement situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat.

Aussi, dans le contexte d'urgence qui vient d'être rappelé, en vue de la mise en œuvre d'un projet de carence dans les 2 ans, il est apparu nécessaire d'établir une coopération entre CDC Habitat, la ville de Nogent-sur-Oise et l'Agglomération Creil Sud Oise mettant leurs moyens et savoir-faire respectifs au profit d'une stratégie commune d'intervention rapide d'accompagnement de la copropriété La Commanderie, dans l'attente de la mise en place d'une concession d'aménagement à venir après décision de carence.

Une convention est ainsi proposée, d'une durée initiale de 3 ans, ayant pour objet de fixer les modalités de cette coopération pour la mise en œuvre d'une opération d'intervention immobilière et foncière de CDC Habitat Social incluant des actions d'acquisition, de travaux, de portage provisoire et de revente finale des lots de copropriété sur un volume prévisionnel maximum de 40 lots en vue de la satisfaction des objectifs d'intérêt général suivants :

- Lutter contre l'indignité de l'habitat,
- Lutter contre la dégradation des immeubles en copropriété et contribuer à l'amélioration du fonctionnement des copropriétés en difficulté,
- Mettre en œuvre lorsque cela est nécessaire un processus de relogement permettant l'amélioration des conditions de vie des occupants.

Les lots faisant l'objet de la Convention sont situés au sein de la copropriété La Commanderie située lieu dit La Commanderie, sur les parcelles cadastrées section AE n°393, 394 et 396, sur le territoire de la commune de Nogent-sur-Oise.

Sous réserve de l'accord des parties, la durée de la Convention pourra faire l'objet d'une prolongation d'une année. En cas de mise en place d'une concession d'aménagement sur tout ou partie des copropriétés visées par la présente convention, elle prendra fin avec la cession des lots situés dans lesdites copropriétés par CDC Habitat Social à l'opérateur chargé de la mise en œuvre de la concession.

Les engagements des différents partenaires sont les suivants :

- Les Partenaires définiront ensemble la stratégie d'acquisition des lots de copropriété.
- CDC Habitat Social assurera l'acquisition des lots selon le plan de financement prévisionnel figurant en annexe ci-jointe.

- La Commune inscrira à l'ordre du jour du conseil municipal l'octroi d'une garantie d'emprunt en cas de mobilisation par CDC Habitat Social des emprunts nécessaires au portage.
- La Commune et la Communauté d'Agglomération définiront les orientations des opérations de relogement éventuellement nécessaires.
- CDC Habitat Social assurera la gestion technique et locative des lots acquis et accompagnera les opérations de relogement définies par la Commune et la Communauté d'Agglomération.
- La Commune et la Communauté d'Agglomération mettront en place toute opération ou prestation contribuant à l'accompagnement des syndicats de copropriété et copropriétaires de la copropriété pour l'accompagnement individualisé des résidents (suivi-animation d'OPAH, Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale – MOUS,...).
- La Commune inscrira à l'ordre du jour du conseil municipal un projet de délibération visant à instaurer un Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur la copropriété.
- CDC Habitat Social assurera la revente des logements dans les conditions prévues dans la Convention.

Pour les Propriétaires Occupants, l'acquisition amiable est privilégiée. Par exception, CDC HABITAT SOCIAL peut avoir recours aux ventes par adjudication en fonction de l'opportunité financière pour la copropriété, du coût de revient de l'opération, de l'état du logement ainsi que de son occupation. Pour les Propriétaires Bailleurs, l'acquisition sera menée par voie amiable ou par adjudication en fonction de l'opportunité financière pour la copropriété et de la capacité des locataires à se maintenir dans les lieux.

Le prix d'acquisition inscrit dans le plan de financement prévisionnel est de 600 €/m², basé sur le prix moyen des dernières ventes au sein de la copropriété. Il tiendra également compte de l'état des logements, de leur occupation éventuelle, de l'estimation du service des domaines et de tout autre élément pertinent pour l'évaluation de ce prix. En outre, pour les Propriétaires Occupants, il prendra en considération le souhait éventuel du propriétaire de se maintenir dans les lieux en tant que locataire.

Pour les Propriétaires Occupants, les modalités de relogement sont négociées dans le cadre de l'acquisition amiable avec soit un maintien dans les lieux en qualité de locataire, soit un relogement dans le parc social détenu par CDC Habitat social ou tout autre bailleur intervenant sur le territoire. Pour les propriétaires bailleurs, le locataire pourra être maintenu dans les lieux sous condition que le logement ne fasse pas l'objet de travaux en milieu «vide» et que le logement corresponde aux besoins du ménage occupant, le bail se poursuivant alors dans les mêmes conditions que le jour de l'acquisition. A défaut de maintien dans les lieux, le locataire sera relogé dans le parc social sur le territoire. Au vu de l'état dégradé de la copropriété, le relogement sera privilégié.

Concernant la gestion locative des lots, le loyer d'objectif est fixé à 6,20 €/m² de surface habitable correspondant aux plafonds «ANAH très social». La convention fixe également les modalités d'attribution des logements devant être occupés. CDC Habitat Social assurera l'intégralité de la gestion locative des locataires. En sa qualité de copropriétaire, il assumera le paiement des charges de copropriété, s'impliquera dans le fonctionnement de la copropriété notamment en participant activement aux assemblées générales.

Concernant la revente des lots à l'issue de la période de portage, CDC Habitat Social s'engage à vendre les lots dont il est propriétaire à l'opérateur chargé de la

concession d'aménagement après décision de carence. Une convention de transfert sera conclue entre CDC Habitat Social et l'opérateur en question. A défaut d'une telle opération, CDC Habitat Social pourra assurer la revente des lots sur le marché, dans le respect du droit de préemption du locataire, ou bien intégrer les logements acquis dans son patrimoine, ou encore céder les logements à tout autre bailleur social désigné par la commune à un prix respectant l'équilibre financier de l'opération, sans aucun bénéfice commercial. En cas de difficulté de commercialisation, les logements pourront être cédés à la commune au prix permettant cet équilibre. Le prix d'équilibre à la revente comprend les montants d'acquisition, de travaux réalisés, le coût des prêts éventuels contractés, la rémunération des fonds propres immobilisés, le déficit d'exploitation cumulé éventuel sur la durée du portage. Le coût de revient de l'opération permettant d'atteindre l'équilibre permet d'estimer à ce jour un prix à la revente de 845 €/m². La période de revente des logements ne pourra excéder 2 ans après expiration de la durée de période de gestion locative. Pour les cas de difficultés de revente entraînant une revente à un prix moindre, la collectivité s'engage à verser à CDC Habitat Social une compensation égale à cette différence.

Lors de la revente, le relogement des locataires sera assuré par CDC Habitat Social ou tout autre bailleur intervenant sur le territoire, CDC Habitat Social s'engageant à faire 3 propositions de relogement adaptées aux capacités et besoins des locataires.

Financièrement, CDC Habitat Social pourra souscrire des prêts à hauteur maximale de 2 366 485 € correspondant au prix de revient pour 40 logements, prêts que la ville devra garantir. L'opération bénéficiera également à minima des aides de l'ANAH.

Concernant le suivi de l'opération, CDC Habitat Social justifiera la bonne exécution des conditions financières et techniques de la convention à ses partenaires par le biais de la présentation d'un rapport annuel. Un comité de pilotage et un comité de suivi seront constitués de représentants de CDC Habitat Social, de la commune, de la communauté d'agglomération, de l'administrateur provisoire de la copropriété, de son syndic, de l'ANAH et tout autre partenaire qui pourra être inclus au projet, chargé de l'examen et des décisions des affaires liées à la Convention.

Il est demandé au Conseil Municipal :

De signer une convention d'urgence avec le bailleur CDC Habitat Social, d'une durée initiale de 3 ans, ayant pour objet de fixer les modalités de coopération avec la ville de Nogent-sur-Oise et l'Agglomération Creil Sud Oise pour la mise en œuvre d'une opération d'intervention immobilière et foncière provisoire sur la copropriété résiduelle de 142 logements de la Commanderie, quartier des Rochers. Cette convention fixe les modalités d'acquisition, de travaux, de portage provisoire et de revente finale portant sur un nombre maximum de 40 lots de copropriété. Cette convention accompagnera la copropriété par une intervention publique forte dans l'attente d'une concession d'aménagement après décision de carence entraînant dissolution de la copropriété.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention d'urgence à conclure avec CDC Habitat Social et l'Agglomération Creil Sud Oise.

51 - Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique dans les bâtiments communaux

Dans le cadre de l'installation de la fibre optique dans les bâtiments communaux, la société ORANGE propose une convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

Dans un premier temps, les bâtiments concernés sont :

- le Centre Communal d'Action Sociale
- la Médiathèque
- les locaux associatifs
- le Château des Rochers
- le Centre de Ressources Municipales
- l'Hôtel de Ville

Cette convention n'a pas d'incidence financière mais permet à l'opérateur d'accéder aux différentes structures pour la mise en place de la fibre optique.

Elle est conclue pour une durée de 25 ans, renouvelable tacitement pour une durée indéterminée.

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique pour les bâtiments municipaux (Hôtel de Ville, Centre de Ressources Municipales, Château des Rochers, locaux associatifs, Médiathèque et Centre Communal d'Action Sociale) avec la Société ORANGE et tous les documents y afférant.

ACTION SOCIALE

52 - Renouvellement de la convention relative à la mutualisation des moyens financiers entre l'OPAC de l'Oise, ses locataires et la ville de Nogent-sur-Oise pour renforcer la sécurité aux moyens des sociétés de gardiennage privé

Dans le cadre de l'Accord Collectif des Locataires (ACL) relatif au renforcement de la sécurité sur son patrimoine, l'OPAC de l'Oise et les associations représentatives de locataires ont décidé pour la 3ème année consécutive de renouveler ce protocole d'accord.

Au vu d'un bilan positif émanant des années précédentes, il est apparu nécessaire de reconduire ce dispositif qui contribue à l'amélioration de la sécurité des résidents sur le patrimoine OPAC de la commune, par le déploiement des agents de sécurité, préposés de sociétés de gardiennage privé.

Pour rappel, ce dispositif a pour objectif d'améliorer la tranquillité des locataires et dissuader les actes d'incivilités et les troubles de voisinage dans les parties communes. Il a permis de mobiliser des agents de sécurité qui sont intervenus 692 heures sur le patrimoine OPAC de Nogent-sur-Oise entre le 1er juillet 2018 et le 31 mai 2019.

Ces interventions ont eu lieu dans les immeubles collectifs et leurs abords pour :

- § Prévenir les débordements et les dégradations ;
- § Mener des actions contre les occupations illicites de hall ou de sous-sols ;
- § Signaler la présence d'objets ou de substances illicites dans les parties communes ;
- § Conserver ou ramener la tranquillité dans les immeubles.

Les agents de sécurité réalisent quotidiennement des rapports précis, qui sont transmis à la police, à la gendarmerie et à la police municipale pour leur permettre d'intervenir efficacement. Les locataires sont informés de chaque intervention dans leur immeuble par voie d'affichage ou en laissant un avis de passage dans leur boîte aux lettres.

Avec cet Accord Collectif des Locataires, l'OPAC de l'Oise a obtenu la participation financière de l'ensemble de ses locataires vivant en logement collectif qui est d'un montant de 1,50 € par locataire et par mois.

Les communes ou l'établissement de coopération intercommunal exerçant la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance peuvent contribuer à l'obligation prévue par l'article L.271-1 du code de la sécurité intérieure

lorsque les immeubles ou groupes collectifs à usage d'habitation qui y sont assujettis sont particulièrement exposés à des risques de la délinquance.

Pour cette raison, il est demandé aux villes qui le souhaitent de s'associer à la mutualisation des moyens de sécurité mis en place par l'OPAC de l'Oise, avec la participation de ses locataires, sur la base de 0,50 € par logement collectif de l'OPAC de l'Oise situé sur leur commune et par mois.

La reconduction de cet accord couvre une nouvelle période de 18 mois, du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020. A cet égard, une nouvelle convention partenariale concernant le dernier semestre 2019 est soumise à l'approbation du Conseil municipal, dans laquelle la ville de Nogent-sur-Oise s'engage, entre autres, à financer cette action à hauteur de 3 612 € au titre du dernier semestre 2019 correspondant à 1 204 logements collectifs.

Pour mémoire, la participation financière des locataires de l'OPAC de l'Oise présents sur la ville de Nogent-sur-Oise concernant ces 1 204 logements collectifs est de 32 508 € pour 18 mois (soit 10 836 € pour le dernier semestre 2019).

Vu l'avis favorable unanime du comité 2 en date du 20 septembre 2019 ;

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser monsieur le Maire à signer la convention relative à la mutualisation des moyens financiers entre l'OPAC de l'Oise, ses locataires et la ville de Nogent-sur-Oise pour renforcer la sécurité aux moyens des sociétés de gardiennage privé ;
- D'approuver, en application de cette convention, le versement d'une participation d'un montant de 3 612 € au titre du dernier semestre 2019 à l'OPAC de l'Oise,
- D'autoriser Monsieur le Maire à procéder aux inscriptions budgétaires pour l'exercice en cours et à signer toutes les pièces s'y rapportant